

L'ANTICOMMUNISME,

**PROFESSION
DES SIONISTES**

L'ANTICOMMUNISME, PROFESSION DES SIONISTES

Editions de l'Agence de Presse Novosti
Moscou 1972

TABLE DES MATIÈRES

L'ANTICOMMUNISME, PROFESSION DES SIONISTES	3
LE SYSTÈME SIONISTE DE DOUBLE EXPLOITATION DES JUIFS	17
LE PACTE AVEC LE DIABLE	25
LA VOLONTÉ DU NOUVEAU PATRON	48
LES S.A. EN CHEMISES BLEUES	64
SOUS LE DRAPEAU DE L'ANTISOVÏÉTISME	74
BIBLIOGRAPHIE	92

Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. ¹

L'ANTICOMMUNISME, PROFESSION DES SIONISTES

La logique du développement des deux systèmes mondiaux, le système capitaliste et le système socialiste, leur affrontement historique déterminent aussi l'aggravation du combat idéologique qu'ils se livrent. Cette lutte est menée depuis longtemps par la bourgeoisie contre le communisme scientifique, contre la théorie et la pratique de l'édification communiste. Mais depuis quelques années, les rangs des «conquérants des esprits» sont devenus plus nombreux et plus actifs. Ceci n'est pas dû au seul hasard. L'éminent savant et diplomate américain Edwin O. Reischauer écrit que l'efficacité du levier militaire de la politique anticommuniste est limitée, le levier économique est lent et peu efficace, d'où la nécessité de faire appel au troisième instrument de la stratégie : l'instrument idéologique. ² Cela ne signifie évidemment pas que l'on ait renoncé aux deux premiers leviers au moyen desquels les stratèges de l'anticommunisme espèrent encore renverser le régime

socialiste en Union Soviétique et dans les autres pays socialistes. La guerre idéologique est une tentative de restaurer le capitalisme tout en évitant les « effusions de sang ». Elle vise non pas à anéantir les villes et les entreprises industrielles, mais à détruire la conviction communiste des citoyens des pays socialistes.

Tout en renforçant sa puissance militaire et économique, l'impérialisme engage dans la bataille de nouveaux détachements de « saboteurs idéologiques ». De nos jours, le sionisme international assume de plus en plus activement ce rôle.

« Le sionisme, souligne la résolution du XVI^e Congrès du Parti communiste d'Israël « La question juive et le sionisme de nos jours », constitue l'un des instruments de l'impérialisme dans sa lutte globale et dans son action subversive, politique et idéologique contre l'U.R.S.S. et l'ensemble du système socialiste mondial, dans son action pour ébranler de l'intérieur les régimes socialistes. »³

Sionisme et anticomunisme, sionisme et antisoviétisme sont des concepts identiques. Toute la pratique moderne le confirme.

Complices des pogroms

Si le sionisme s'est mis au service de l'impérialisme, ce n'est pas pour des considérations tactiques, mais parce que leur essence de classe est la même.

Le sionisme moderne est une idéologie, un système ramifié d'organisations et la pratique politique de la grosse bourgeoisie juive, fusionnée avec les milieux monopolistes des Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes. Un chauvinisme

virulent, l'anticommunisme et l'antisoviétisme constituent le contenu essentiel du sionisme.

Suivant l'évolution de la bourgeoisie juive qui est à l'origine de son apparition, multipliant liens et capitaux, le sionisme est devenu avec les années un grand consortium international. La corporation sioniste internationale personnifiée par l'Organisation sioniste mondiale (O.S.M.) et son «antichambre», le Congrès juif mondial (C.J.M.), ainsi que par une multitude de ramifications et de filiales, est en même temps l'une des grandes associations du capital financier, un centre d'espionnage du sionisme international ainsi qu'un service bien rodé de propagande, de calomnie et de désinformation.

Parmi ceux qui financent systématiquement l'activité des organisations sionistes à travers le monde, qui subventionnent la course aux armements en Israël ainsi que des aventures militaires de cet Etat, nous ne trouvons pas les seuls millionnaires juifs.

Le capital est cosmopolite. Les capitalistes ne sont pas unis par leur sollicitude pour leurs «frères de sang», mais, en tout premier lieu, par des intérêts de classe communs, engendrés par la nature exploiteuse et parasitaire du capitalisme.*

* Marx avait signalé ce phénomène dans un de ses premiers travaux *Sur la question juive* : « Le Juif s'est émancipé à la façon juive, non seulement en se rendant maître du marché financier, mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif, esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs. »

Ce n'est pas par hasard que Marx parle de «... la suprématie effective du judaïsme sur le monde chrétien... dans l'Amérique du Nord », ⁴

Si l'on retrace les liens entre les monopolistes et les financiers de première grandeur, nous voyons l'étroite union des intérêts de différents groupements monopolistes. Les frères Lazard partagent les bénéfices qu'ils tirent du pétrole du Proche-Orient avec les Rockefeller, les Morgan et Kuhn, Loeb and C^o, collaborent étroitement avec les hommes d'affaires et les banquiers ouest-allemands par un système de participation à différentes entreprises capitalistes d'Israël.⁵ Leurs bénéfices communs déterminent leur haine commune pour la lutte de libération nationale des peuples des pays arabes, haine qui ne vient pas tellement de leur attachement au sionisme que de leur attachement aux profits. De même, les capitaux perdus en Russie après la Révolution d'Octobre avaient autrefois réuni les Rothschild et les Rockefeller dans leur haine commune pour le pouvoir soviétique. Le vain espoir de récupérer ce qui était irrémédiablement perdu, la crainte d'une « réaction en chaîne du bolchévisme » les poussaient alors à financer l'intervention contre le pays des Soviets et les poussent aujourd'hui à financer généreusement le travail subversif des sionistes contre l'Union Soviétique et les autres pays socialistes.

« La politique, disait Lénine, est l'expression la plus concentrée de l'économie. »⁶ C'est précisément en cela qu'il convient de chercher les raisons de l'orientation antisoviétique du sionisme en tant que pratique politique de la grosse bourgeoisie juive.

Les idéologues du sionisme, et, en particulier, V. Jabotinski qui est né en Russie (fondateur du parti ultra-réactionnaire Herut, canonisé à titre

posthume par la fasciste ligue de défense des Juifs), s'appliquaient par tous les moyens à escamoter l'essence de classe du sionisme. Dans son ouvrage *L'Etat juif*, Jabotinski écrivait : « Nous n'admettons pas que l'on juge le sionisme du point de vue de classe, qu'il soit prolétarien ou bourgeois. Il faut retenir, une fois pour toutes, que le mouvement de la renaissance du peuple juif ne tiendra pas compte des conceptions de classe. »⁷ Ces paroles datent de 1936. Mais jusqu'à présent, les idéologues sionistes affirment que « toutes les thèses de principe de Jabotinski restent inchangées et que toutes ses conclusions sont absolument correctes tant en ce qui concerne le passé que le présent et le futur ».

On ne saurait fermer les yeux sur le fait que l'idéologie sioniste, pétrie de mysticisme judaïque, de vociférations nationalistes et de conceptions racistes cherchant à prouver la suprématie de la « nation élue par Dieu » sur tous les autres peuples, reléguée de démagogie sociale impudente, agit surtout sur des gens croyants, idéologiquement instables et politiquement inavertis. Les bonzes du sionisme font tout d'abord appel à l'émotion et non à la pensée, tablent sur l'ignorance de ceux qui ignorent le passé aussi bien que le présent du sionisme. Ils préfèrent aujourd'hui passer sous silence les raisons, le moment historique et les modalités de l'apparition du sionisme, pourquoi la corporation sioniste internationale a eu besoin de créer un « foyer national ». Or, le sionisme n'est pas apparu en tant que « mouvement de libération nationale du peuple juif », comme le prétendent les sionistes, mais comme une entreprise capitaliste.

On sait que le Trust colonial juif (T.C.J.) créé

par l'Organisation sioniste mondiale en 1898 * était, selon la définition de Nahum Sokolow, l'un des premiers théoriciens du sionisme, «un instrument financier du mouvement sioniste dans la poursuite de l'objectif principal : le développement industriel et commercial de la Palestine et des pays voisins ». ⁹ Il s'agissait donc d'une entreprise capitaliste. Son capital initial était d'environ deux millions de livres, somme considérable pour l'époque. Les colonialistes britanniques étaient intéressés au succès de l'entreprise. Dans le sionisme, ils voyaient un moyen de combattre le mouvement de libération nationale au Proche-Orient, une sorte de «corps des janissaires» pour la protection des frontières de l'Empire britannique. Mais à l'époque déjà, les objectifs du sionisme dépassaient de loin la simple colonisation de la Palestine. Créer un «foyer national». Peu importe où : puisqu'on envisageait l'organisation d'un « Etat juif » en Ouganda ou en Argentine. ¹⁰ Cela était nécessaire à la grande bourgeoisie juive, étroitement liée à l'impérialisme, surtout pour garder sous son influence les masses des travailleurs juifs. V. Jabotinski ne le cachait pas :

«C'est avec un vif regret que je vais devoir décevoir le lecteur naïf qui a toujours cru que nous avons été enfermés dans le ghetto par la mauvaise volonté du pape ou d'un quelconque Kurfürst.

* En 1898 également fut créée une Commission de colonisation, puis d'autres filiales du T.C.J. ; en 1901, le Fonds national juif unifié ; en 1908, le Bureau palestinien, la même année, la Compagnie pour la mise en valeur et le développement des terres de Palestine. Le savant arabe Fayez A. Sayegh souligne dans son étude *Zionist Colonialism in Palestine* : « Leur objectif essentiel était de planifier, de financer et de surveiller le processus de colonisation. » ⁸

Bien sûr, il nous a enfermés, mais seulement quand nous l'avions déjà fait nous-mêmes depuis plusieurs siècles. *Nous avons nous-mêmes, de notre plein gré, créé le ghetto. (Souligné par l'auteur.)* Ceci a duré jusqu'au moment où commença en Europe la marche victorieuse de la grande révolution industrielle. Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, cette marche appliquait dans presque chaque Etat l'égalisation des classes, faisait éclater les collectivités fermées. Deux antiques «palissades» furent les plus éprouvées : celle qui entourait le village et celle qui encerclait le ghetto.

C'est à ce moment que naquit et s'organisa avec une force surprenante un sionisme étatique actif. Les instruments artificiels du particularisme national ne pouvant plus tenir, il devient urgent de prendre de nouveau en main le moyen naturel de particularisme : le territoire national.»¹¹

L'isolement des Juifs au sein du ghetto fut un moyen commode pour la bourgeoisie juive et les serviteurs du culte de tenir en bride les Juifs pauvres, de s'enrichir à leur dépens. L'écroulement de la «palissade» encerclant le ghetto a eu pour résultat que dans les pays européens les travailleurs d'origine juive se sont mis à participer de plus en plus activement à la lutte de classe contre le capital, aux mouvements révolutionnaires. Les détacher de ce combat, les enfermer dans un nouveau ghetto, spirituel cette fois-ci, telle fut la mission sociale confiée au sionisme par la bourgeoisie dont il était l'œuvre. Lénine écrivait en 1903 : « Est-il possible que l'on puisse invoquer le hasard pour expliquer que précisément les forces réactionnaires de toute l'Europe, et surtout de Russie, s'insurgent *contre* l'assimilation des Juifs et s'effor-

cent de perpétuer leur particularisme ?»¹²

L'histoire de la Russie et de toute l'Europe fournit de nombreux exemples confirmant que la réaction était intéressée au succès du sionisme. Peu avant la Révolution d'Octobre, le célèbre provocateur Zoubatov, chef du corps des gendarmes de Moscou, qui avait subodoré dans les sionistes des parents de la classe qu'il servait avec zèle, écrivait dans un rapport à la police : «Il faut soutenir le sionisme et jouer en général sur les aspirations nationalistes.»¹³ Les colonialistes britanniques et français évaluaient le sionisme dans des termes presque identiques.

A l'époque, comme aujourd'hui, les sionistes étaient prêts s'allier à n'importe qui pour atteindre leurs objectifs. Ils ne se sentaient jamais gênés dans le choix des moyens et ne s'arrêtaient devant rien pour s'assurer la protection des autorités et du grand capital, pour recruter de nouveaux partisans. Sollicitant les «préjugés de la masse juive», préjugés que Lénine avait toujours appelé à combattre, les sionistes se présentaient sous la parure brillante des champions de la justice sociale, prodiguant même des promesses d'édifier en Palestine «un Etat juif socialiste». C'était évidemment simple pharisaïsme de leur part.

«Tout le mouvement socialiste international, écrivait Ralph Palme Dutt dans la revue *Labour Monthly*, avait, avant 1914, avant même de se séparer en mouvements communiste et social-démocrate, condamné le sionisme comme un phénomène incompatible avec le socialisme. Lorsque le mouvement sioniste, sans rompre ses liens étroits avec les «sacs d'écus», essaya de former des sections qui se donnaient le titre de «socialistes» et demanda pour cette raison d'être admis à l'an-

cienne Internationale socialiste, le Bureau socialiste international qui représentait à l'époque tout les secteurs du mouvement socialiste, rejeta cette demande.» * 14

Depuis la fondation de l'Internationale communiste, le jugement marxiste porté sur le sionisme par la social-démocratie révolutionnaire n'a pas changé. Soulignons qu'il n'a jamais varié, quoique puissent prétendre les milieux sionistes internationaux, falsificateurs de l'histoire. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste indiquait dans un de ses documents : «Le projet de création de la Palestine, la tentative de détourner les masses travailleuses juives de la lutte de classes par la propagande d'une émigration massive en Palestine ne sont pas seulement nationalistes et petites-bourgeoises, mais essentiellement contre-révolutionnaires. . .» 15

Presque 50 ans après l'adoption de ce document par l'Exécutif du Komintern, les communistes israéliens ont écrit dans la résolution du XVI^e Congrès de leur parti «La question juive et le sionisme de nos jours» : «Le sionisme rejette la possibilité de changements dans la situation des Juifs par leur intégration à la lutte des ouvriers et des masses populaires pour la démocratie et le socialisme. Il agit pour les détourner de la lutte sociale contre les maux de la société capitaliste, y compris la lutte contre l'antisémitisme.» 16

* Signalons que l'Internationale socialiste réformiste est entièrement solidaire du sionisme international, de la politique agressive des dirigeants d'Israël. Confirmation de plus de la volonté des leaders de la social-démocratie moderne de servir le grand capital monopoliste.

L'intérêt de classe que la bourgeoisie porte à ces activités sionistes parmi les travailleurs juifs est évident. C'est pourquoi les sionistes ont bénéficié d'emblée de l'appui total des principales forces impérialistes. Les colonialistes britanniques et le kaïser allemand les ont utilisés dans leurs propres buts, et en Russie tsariste ont fait appel à eux des massacreurs de Juifs haut placés, comme Plévé et Stolypine, puis Kérenski et, au cours de la guerre civile, les gardes blancs et Pétlioura. Les sionistes n'hésitaient pas à coopérer franchement avec eux pour garder leur emprise sur les masses juives, empêcher celles-ci de participer à la révolution, à la lutte pour le pouvoir des Soviets et le socialisme.

Le 2 mai 1918 se tenait à Moscou une conférence secrète d'une organisation sioniste aux vastes ramifications, la Zeire Zion. Le programme adopté était un plan précis de lutte contre le communisme. On y lisait notamment : «Le socialisme barre le chemin au sionisme. Le sionisme et le socialisme ne sont donc pas seulement deux pôles qui se repoussent mutuellement, mais deux éléments qui s'excluent totalement l'un l'autre...»¹⁷

Dès les premiers jours de son existence, le pouvoir soviétique engagea le combat contre le sionisme clandestin qui agissait activement la main dans la main avec la contre-révolution. Cette politique de l'Etat soviétique n'était évidemment pas dictée par l'«antisémitisme des bolchéviks» proclamé à l'époque, par les sionistes avec le même tapage qu'aujourd'hui. En réalité, ils ne souhaitaient rien tant que de trouver chez les bolchéviks, au sein du pouvoir des Soviets, quelque authentique manifestation d'antisémitisme et étaient furieux, comprenant que la politique natio-

nale des bolchéviks est radicalement hostile à l'antisémitisme. Dès 1905, Jabotinski écrivait : «Comme argument de propagande sioniste, l'antisémitisme, surtout «érigé en principe», est évidemment très commode et très utile.»¹⁸ C'est précisément pour cette raison que, pendant la guerre civile, Jabotinski collabora étroitement avec Pétlioura. C'est pour cela que les sionistes ont siégé dans le «gouvernement» de Dénikine, du hetman Skoropadski, de Pétlioura, de Wrangel, ont formé des unités sionistes qui combattaient, les armes à la main, contre le pays des Soviets.

«Je me souviens de l'arrivée de Jabotinski en Ukraine, dit un témoin oculaire de l'événement, Chaïm Davydovitch Okner, qui habite à présent Douchanbé. A Kaménetz-Podolski, il fut accueilli, selon la coutume ukrainienne, avec le pain et le sel par Pétlioura et Vinnitchenko. Ils savaient bien qu'ils pouvaient s'entendre. Jabotinski ne se préoccupait guère des Juifs pauvres dans l'assassinat desquels il avait joué un rôle qui n'était pas des moindres en aidant Pétlioura à organiser les pogroms. Il avait le même but qu'eux : détruire, noyer dans le sang le pouvoir des Soviets, même au prix de centaines de milliers de vies juives.»

A l'époque du «Directoire» de Pétlioura, siégeaient dans le gouvernement de la «République populaire d'Ukraine» des représentants de plusieurs partis sionistes, tels que le Bund, le Poalei Zion, le Parti socialiste juif unifié. «Les délégués de ces partis, écrit A. Likholat, historien ukrainien, considéraient avec sérénité le massacre de la population laborieuse juive par les nervis de Pétlioura. Les ministres des Affaires juives ne s'occupaient que de faire le compte des villages, bourgs et villes mis à sac, du nombre des victimes. Le leader

sioniste Jabotinski proposait même à Pétlioura de former des unités militaires juives pour participer à la lutte contre les bolchéviks.»¹⁹

La peur panique que les bolchéviks inspiraient à la grosse bourgeoisie juive, la peur qu'elle avait de perdre non seulement ses capitaux, mais aussi son pouvoir sur les travailleurs juifs, poussait les sionistes à applaudir les plus féroces massacreurs de Pétlioura. Sur l'initiative des sociaux-démocrates ukrainiens, une conférence des comités centraux et principaux de tous les partis socialistes avec la participation de Vinnitchenko, chef du Directoire et de plusieurs ministres de Pétlioura a été convoquée le 28 décembre 1918. Après la conférence, une déclaration appelant à «soutenir le gouvernement révolutionnaire de la République populaire d'Ukraine» a été publiée, au nom des sociaux-démocrates ukrainiens, des s.-r. ukrainiens du Bund, des menchéviks et s.-r. de Russie, de l'Organisation des socialistes juifs unifiés, du Poalei Zion et du Parti socialiste polonais. C'était au moment où ce gouvernement se faisait ouvertement l'allié des pays de l'Entente et quand sur tout le territoire de l'Ukraine les pogroms se multipliaient dans les villages juifs, au moment où l'on traquait et fusillait les bolchéviks, les ouvriers russes et ukrainiens. Mais c'est précisément à cela qu'applaudissaient les «socialistes» sionistes qui fraternisaient ouvertement avec les Cents-Noirs contre-révolutionnaires. A cette même conférence, le délégué du sioniste Poalei Zion, Révoutski, fut l'un des avocats les plus ardents de la politique des pogroms pratiquée par le Directoire. Son panégyrique de la «politique nationale du Directoire» (qui consistait à persécuter non seulement les Juifs, mais aussi les autres nationalités,

les Russes en premier lieu) fut accueilli avec jubilation par les partisans de Pétlioura. Quelques jours plus tard, Révoutski était nommé ministre des Affaires juives.²⁰

Un mois ne s'était pas écoulé après cette conférence que Pétlioura organisait de monstrueux pogroms à Jitomir et Berditchev en réponse à une tentative faite par les ouvriers et les soldats qui les avaient rejoints pour rétablir les Soviets et prendre le pouvoir. La même chose s'est produite à Proskourov (à présent Khmel'nitski) et Felchtine où, ayant écrasé une insurrection contre le Directoire, Pétlioura organisa un massacre en masse des Juifs. « L'écrasement des mouvements révolutionnaires, constate A. Likholat, s'accompagnait de pogroms qui eurent lieu à Ovroutch, Vassilkov, Radomychl, Dombrovitsa, Korosten, Korostychev, Poltava et dans beaucoup d'autres villes et villages d'Ukraine. »²¹

Les pogroms étaient partie intégrante du programme de Pétlioura et, comme la pratique l'a confirmé plus tard, de tout programme contre-révolutionnaire. Il est caractéristique que, pendant le massacre de Proskourov, toutes les organisations ouvrières et syndicales furent anéanties, et les militants des partis et des syndicats massacrés sans distinction de nationalité. Le kolkhozien ukrainien G. Pavlik, témoin oculaire du pogrom de Proskourov, dit : « Les hommes de Pétlioura ont massacré à coups de sabre près de 1 000 personnes dans les quartiers juifs pauvres au bord du Boug, mais n'ont pas touché une seule des familles de marchands juifs dans la rue principale, la rue Alexandrov. J'ai eu le malheur de voir de mes yeux ce bain de sang. Quant aux sionistes qui à l'époque étaient des alliés énergi-

ques de Pétlioura, ils ne l'avaient pas «remarqué». Pourtant, c'est avec leur participation que le bain de sang de Proskourov avait été préparé.»

Au cours des pogroms, selon des données qui sont incomplètes, il y a eu 164 000 tués, 34 000 blessés, 8 000 roués de coups et estropiés. Tel a été le résultat du pacte des sionistes avec la contre-révolution à une époque que les «défenseurs des Juifs» du consortium sioniste international préfèrent à présent passer sous silence.

Il reste silencieux Tsanine, l'ancien officier de Dénikine, qui publie à présent en Israël la feuille sioniste antisoviétique *Letze noies*.

Ils restent silencieux, les émules de Jabotinski aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes qui organisent des provocations antisoviétiques sous le slogan fallacieux de «défense» des Juifs en U.R.S.S.

Les leaders sionistes, qui, après avoir servi Makhno et Boulak-Boulakhovitch, ont trouvé refuge outre-océan ou en Israël, se veulent «respectables» et préfèrent ne plus revenir sur le passé.

Les sionistes cachent le fait que la contre-révolution avait besoin d'antisémitisme pour forcer les travailleurs juifs à se précipiter dans les bras du sionisme et, pour éviter les pogroms, à émigrer en Palestine, dont la colonisation se poursuivait déjà à toute allure, conformément aux plans du consortium sioniste international.

Ils ne disent pas non plus que seul le pouvoir des Soviets a épargné aux Juifs toutes ces souffrances, en chassant de notre sol les bandes de gardes-blancs et de nationalistes, ainsi que leurs suppôts sionistes.

Mais les sionistes ne sauraient se réfugier derrière un mur de silence. L'histoire fait impitoya-

blement le compte de leurs crimes. Ils ont beau falsifier la chronique des événements de cette époque, ils ont beau verser en public des larmes de crocodile sur les victimes des pogroms, l'humanité sait dans quel camp ils se sont placés et quel fut pour les Juifs et les non-Juifs le résultat de leur antisoviétisme.

LE SYSTÈME SIONISTE DE DOUBLE EXPLOITATION DES JUIFS

Le « capitalisme populaire » sioniste

Les travailleurs juifs ont énergiquement appuyé la Grande Révolution socialiste d'Octobre et la cause de l'édification du socialisme en Russie. Ceci décida de la crise du sionisme en Union Soviétique, permit de liquider le sionisme clandestin.

Est-il besoin de dire que la haine des sionistes pour le pouvoir soviétique, pour le communisme a centuplé précisément du fait de leur défaite. Là aussi se manifeste avec relief l'essence de classe du sionisme, valet fidèle de la bourgeoisie.

Lénine, dans son ouvrage *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, a décrit le caractère de la résistance du capitalisme condamné à sa perte : « Les exploiters ont été battus, mais non anéantis. Il leur reste une base internationale, le capital international, dont ils sont une succursale. Il leur reste en partie certains moyens de production ; il leur reste l'ar-

gent, il leur reste des relations très étendues dans la société. Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite.»²²

Exécutant ensuite la volonté de la grande bourgeoisie juive, du capital monopoliste des grandes puissances impérialistes, les sionistes ont poursuivi le même chemin qui les avait autrefois conduits dans les rangs des massacreurs en Ukraine et utilisé toutes les possibilités pour lutter contre le pouvoir des Soviets, contre le communisme. Il n'est pas étonnant que l'histoire de la coopération des sionistes avec les ultras réactionnaires de notre temps ne s'arrête pas à Pétlioura et Makhno.

Mais avant de poursuivre cette liste, ouvrons une petite parenthèse qui nous paraît indispensable.

Quand on les prend sur le fait, quand on leur présente en compte la note de l'histoire qu'il est impossible de refuser, parfois même reconnaissant, pour tromper le monde, certains faits de la biographie honteuse du sionisme, ils sont enclins à se repentir de «certaines erreurs» pour, à l'instar du pécheur de la Bible ayant battu sa coulpe, pécher à nouveau.

Les sionistes, bien souvent, se lamentent en pharisiens de ce que les bolchéviks «ne comprennent pas» leurs objectifs, se plaignent de s'être trouvés dans une situation «sans issue» qui les a poussés à chercher auprès de la contre-révolution une protection contre le pouvoir des Soviets qui refusait de les reconnaître. Les sionistes sont disposés à jouer simultanément aux idéalistes et aux fanatiques. Dans le premier rôle, ils s'appliquent à faire croire à un auditoire peu informé qu'ils

ne se rendaient pas compte des résultats que pouvait avoir leur présence dans les rangs des gardes-blancs et des bandes nationalistes.

Dans leur deuxième emploi, ils s'expliquent avec plus de franchise : « tous les moyens sont bons pour atteindre l'objectif final du sionisme », quant à la responsabilité pour ceux qu'ils ont sacrifiés afin d'atteindre ces objectifs, ils s'en dégagent, en reprenant les paroles du leader sioniste Chaïm Weizmann : « Les vieux partiront... Ils sont poussière, poussière économique et morale d'un grand monde... Seule la branche restera. »²³

Dans l'un et dans l'autre cas, nous nous heurtons à la même formule : « Tout ce qui se fait au nom du sionisme, se fait pour le bien de tous les Juifs. » Quant à ce que cela a coûté, l'histoire le justifiera.

Les sionistes n'ont jamais été pointilleux dans le choix des moyens ni dans celui des maîtres. L'argent, pour eux, avait toujours odeur d'argent, et celui qui payait avait raison. Ils ont pris place derrière le char impérialiste pour entrer ainsi dans le « paradis » sioniste avec le secret espoir d'occuper finalement le siège du cocher et de prendre en main les rênes du pouvoir dans l'empire mondial du capital.

Voilà ce qui fut et ce qui reste le but final du sionisme. L'enrichissement, le pouvoir, pas à l'échelle du petit Etat juif, bien sûr, mais à une échelle beaucoup plus grande. Et ce n'est pas par hasard que les idéologues du sionisme, comme Nahum Sokolow, par exemple, ont plus d'une fois souligné avec insistance que « l'Etat juif n'avait jamais été l'objectif du programme sioniste ». ²⁴

Il est caractéristique que l'idée même du « retour de tous les Juifs dans leur patrie », c'est-à-dire

en Palestine, est fausse pour la raison notamment que les prétentions historiques des sionistes à la «terre promise» du point de vue historique sont plutôt basées sur des mythes bibliques que sur des faits réels.

«L'antique peuple qui se donnait le nom d'Israël, écrit le docteur William Holliday, professeur de théologie, arriva en Palestine à la fin du XIII^e siècle avant notre ère, établit solidement son contrôle au début du X^e siècle sur toute une région. Quatre-vingts ans après, l'Etat qu'il avait créé se séparait en deux. La partie nord (Israël) fut conquise par l'Assyrie à la fin du VIII^e siècle avant notre ère, et la partie sud (la Judée) par la Babylonie, au début du VI^e siècle avant notre ère. Plus tard, les Juifs n'ont contrôlé les événements politiques de cette région que durant la période des Macchabées au milieu du II^e siècle avant notre ère et pendant quelque temps au moment de l'insurrection contre Rome. De sorte que, sur la base des faits purement historiques, les prétentions des sionistes concernant cette terre (la Palestine) sont dénuées de fondements solides.»²⁵

Si la Palestine a été choisie pour lieu de « foyer national », ce n'est pas à cause d'une nostalgie séculaire des Juifs pour ce pays, mais parce que, comme nous l'avons déjà constaté plus haut, les colonialistes britanniques, patrons des sionistes à l'époque, avaient intérêt à ce que ceux-ci colonisent cette région.

Quant aux sionistes, ce n'était là pour eux qu'un atout de plus dans le grand jeu qu'ils menaient, sans que cet atout fût le plus important. Car, finalement, on pouvait aussi interpréter la Bible en disant que le Seigneur avait ordonné de conduire les Juifs en Afrique ou en Amérique la-

tine. L'important était de créer un « centre » national à partir duquel on pouvait exercer une influence sur la nombreuse « périphérie », la diaspora.

Pour les sionistes, la diaspora était d'ailleurs bien plus importante que le « foyer national ». Cela se comprend. Comme toute entreprise capitaliste importante, le consortium sioniste international n'était pas exclusivement intéressé par les capitaux des grands investisseurs, mais aussi par les petits actionnaires. Selon la théorie du « capitalisme populaire » sioniste, le consortium sioniste international (au début c'était le Trust colonial juif) était présenté comme une entreprise nationale, de tous les Juifs. Ce procédé publicitaire est loin d'être aussi anodin qu'il puisse paraître à première vue. A l'époque déjà, les sionistes prétendaient ouvertement avoir le « droit » de parler au nom de tous les Juifs, usurpaient les fonctions d'un « gouvernement juif mondial ». Aujourd'hui, ils n'ont toujours pas renoncé à ces prétentions.

On peut en juger d'après la déclaration nette et franche de Ben Gourion qui a formulé comme suit les devoirs des Juifs à l'égard d'Israël où le sionisme est devenu un système politique. « Dans l'arène mondiale et au Proche-Orient, les aspirations militaires et morales d'Israël (c'est-à-dire du sionisme. — *Note de l'Auteur*) doivent être identiques. Mais son sort dépend entièrement de l'unité des aspirations dans un troisième domaine. Ce dernier est le peuple juif dans sa dispersion (« diaspora », selon la terminologie sioniste. — *Note de l'Auteur*). L'Etat d'Israël ne fait que géographiquement partie du Proche-Orient, ce qui représente essentiellement un élément statique. Partant des conditions plus considérables de la dynamique, de l'établissement et du développe-

ment d'Israël, il fait partie du judaïsme mondial. Tous les Juifs du monde doivent fournir les ressources et les moyens nécessaires pour créer l'Etat d'Israël et développer son territoire ; la puissance de tous les Juifs du monde assurera l'édification de cet Etat. La communauté de destins et d'objectifs unit l'Etat d'Israël et le peuple juif, ils sont unis par des liens indestructibles de vie et de mort. » ²⁶

Que « tous les Juifs » le souhaitent ou non, qu'ils partagent ou combattent les vues sionistes, les sionistes ne tiennent aucun compte de cela dans leurs appels et proclamations. Dans leurs écrits, on ne rencontre que le verbe « devoir ». Manipulant habilement la terminologie biblique, ils appliquent le nom de l'antique tribu d'Israël à tous les Juifs vivant en Israël ou en dehors de ses frontières. Sur cette base fragile, ainsi qu'à partir du mythe de l'éternelle fraternité des Juifs, opposée à l'« antisémitisme éternel » des non-Juifs, on a créé le concept d'une prétendue « nation juive mondiale ».

Polémiquant avec les sionistes, les communistes israéliens, dans la résolution déjà citée « La question juive et le sionisme de nos jours », écrivaient : « Les marxistes ont toujours rejeté, comme réactionnaire et sans aucun rapport avec la réalité, la théorie sioniste de l'existence d'une prétendue « nation juive mondiale », la prétention que tous les Juifs du monde, qui vivent dans différents pays et sous différents régimes, constituent une nation unique, bien que sans communauté économique, sans territoire commun, sans communauté de culture, de langue et de coutumes, c'est-à-dire sans toutes les caractéristiques typiques d'une nation. » ²⁷

Si les sionistes ont eu besoin de la théorie totalement inconsistante du point de vue scientifique de la « nation juive mondiale », c'est surtout pour établir le contrôle de la grande bourgeoisie juive et, par conséquent, du grand capital monopoliste d'autres pays, auquel se trouvent étroitement unis les Rothschild, les Loeb, les Kuhn, les Guinsbourg et les autres, sur les masses des travailleurs juifs. Et cela non pas dans un pays isolé, mais dans le monde entier. En même temps, les sionistes agissent sur la population non juive des pays capitalistes. Se couvrant de l'habit des « interprètes des intérêts de tous les Juifs », ils mobilisent l'opinion publique en leur faveur, spéculent sur les souffrances que les pogroms ont infligées aux Juifs pauvres, cherchant soutien et sympathie auprès de gens fort éloignés du sionisme.

Dès les premiers jours de son existence, la corporation sioniste internationale appliqua la « dîme payée par chaque Juif ».

Un chiffre permet de juger de l'ampleur de la taxe imposée aux Juifs : en 1913, l'Organisation sioniste mondiale signalait dans son rapport officiel que, sur le seul territoire de Russie, elle avait collecté en marks allemands 237 284 marks 83 pfennings.²⁸ A présent, le chiffre d'affaires du consortium sioniste international s'est considérablement élevé. « Le mouvement sioniste mondial, écrit le journaliste américain Lawrence Mosher, c'est d'abord une énorme affaire financière. Dans les deux décennies suivant la naissance d'Israël en 1948, le mouvement a fait passer, considère-t-on, environ 4 milliards de dollars en Israël. Après la guerre de 1967, les sionistes ont encore recueilli 730 millions de dollars en deux ans. Cette année (1970. – *Note de l'Auteur*), le mouvement

cherche à recueillir pour Israël 500 millions de dollars, dont la plus grande partie viendra des Etats-Unis. « Quand le sang coule, l'argent coule aussi », remarque Gottlieb Hammer, principal responsable de la collecte de fonds sionistes aux Etats-Unis. »²⁹

Voilà l'ampleur de l'activité sioniste de nos jours. Voilà leur cynisme quand il s'agit d'encaisser l'argent.

L'« impôt » que prélèvent sur les Juifs des pays capitalistes les collecteurs de l'Agence Juive, venue remplacer le Trust colonial juif, se transforme, une fois parvenu dans le Trésor sioniste, en actions, en dividendes, en surprofits pour la grosse bourgeoisie juive, étroitement unie au capital monopoliste des principales puissances impérialistes. Shillings, dollars, marks et francs arrachés par la persuasion, le chantage et la menace aux Juifs, même à ceux qui ne sympathisent pas avec le sionisme, servent à financer l'agression israélienne contre les pays arabes, à financer la course aux armements en Israël, à subventionner la vaste campagne antisoviétique des sionistes, à organiser la subversion idéologique contre les pays socialistes. Et, de toute évidence, à maintenir un réseau ramifié d'organisations qui constituent la corporation sioniste internationale.

Les sionistes n'ont jamais eu, n'ont pas et ne sauraient avoir rien de commun avec les intérêts des travailleurs juifs. Les Américains disent volontiers que l'usager de l'ascenseur ne comprendra jamais le liftier. Il est facile de trouver dans la réalité américaine un thème analogue. Les patrons de l'United Jewish Appeal (le Fonds juif unifié), filiale américaine du fonds de l'Agence Juive,

installés au 29^e étage de Sperry Rand Building, ont des traitements annuels allant jusqu'à 75 000 dollars et sont par conséquent montés trop haut au-dessus des Juifs pauvres, suffisamment nombreux aux Etats-Unis. Le magazine *Newsweek* écrit que 900 000 Juifs américains ont un revenu inférieur au niveau officiel de la misère.³⁰ Et, pourtant, comme l'écrit *Der Spiegel*, les bonzes sionistes exigent de chaque Juif pauvre : « Donne ! Donne de l'argent jusqu'à ce que tu ais mal, jusqu'à ce que tu ressenties une véritable douleur ! »

Cette « douleur » est précisément la source des surprofits dont le consortium sioniste international s'est gonflé comme une outre. Ses chefs s'érigent toujours en défenseurs de tous les Juifs. Et toujours, ils se joignent à leurs pires ennemis, antisémites de tout poil : les Cents-Noirs et les fascistes.

LE PACTE AVEC LE DIABLE

Malgré les efforts fébriles des sionistes pour organiser l'émigration massive des Juifs vers la Palestine, leurs appels à « retourner dans la patrie des ancêtres » trouvaient peu d'échos, surtout dans les pays européens. Voyons les chiffres. En 1895, la population juive de la Palestine comptait 47 000 habitants, soit 9,4% du total. En 1919, 58 000, ou 8,3% de la population. En 1933, 238 000, soit 20% du total. Donc, en près de 40 ans, elle a augmenté de moins de 200 000, y compris l'accroissement naturel. Soudain, il y a eu un bond : en 1936, le nombre de Juifs monte en

Palestine à 404 000, soit une augmentation de plus d'une fois et demie.³¹

Succès des sionistes ? Effet de leur influence croissante, d'une meilleure propagande ? Nullement. Le publiciste américain I. F. Stone, qui a longtemps collaboré avec les sionistes, note avec plus d'amertume que de fierté que « le sionisme pousse sur la catastrophe juive ». ³² Cet aphorisme s'applique pleinement à la sombre époque de la domination nazie en Europe.

« Les sionistes, écrivait le journaliste ouest-allemand Heinz Höhne dans une série d'articles parus en décembre 1966 dans *Der Spiegel* sous le titre « Sous le drapeau à la tête de mort », ont accueilli la venue des nazis au pouvoir en Allemagne non pas comme une catastrophe nationale, mais comme une possibilité unique de réaliser l'ambition sioniste. » ³³ Et ce n'est pas par hasard. Les atrocités nazies poussaient les Juifs à quitter l'Allemagne. Et ceux qui cherchaient à gagner la Palestine n'étaient pas la majorité. Beaucoup essayaient de gagner les Etats-Unis, l'Angleterre et d'autres pays d'Europe. Le sioniste M. Edelman, qui reconnaît ce fait dans son livre sur Ben Gourion, écrivait que les Juifs se rendaient en Palestine « nullement avec le but déterminé d'y créer un foyer national juif, ils cherchaient simplement à sauver leur vie ». ³⁴

Pour avoir une idée claire du fond de la politique sioniste durant cette période, des causes de la collaboration des sionistes avec les nazis, adressons-nous à la résolution du XVI^e Congrès du Parti communiste d'Israël « La question juive et le sionisme de nos jours ». « Il n'est pas une puissance impérialiste, écrivent les communistes israéliens, vers laquelle le sionisme politique n'ait dirigé ses

espérances ; en même temps, il n'est point de puissance impérialiste qui n'ait essayé sous quelque forme que ce soit d'exploiter le sionisme à ses propres fins, et surtout dans le but d'instaurer sa domination au Proche-Orient. »³⁵

Dans les années 30, les cliques fascistes gouvernementales en Italie et en Allemagne ne faisaient pas exception à la règle, malgré l'antisémitisme féroce qui était une des composantes de l'idéologie et de la pratique fascistes. Mais nous savons que, dans l'antisémitisme, le sionisme avait toujours vu un allié pour la réalisation de ses objectifs.

Les sionistes connaissaient fort bien le programme du parti national-socialiste, adopté en février 1920, où il était écrit noir sur blanc qu'« aucun Juif ne peut appartenir à la race allemande »³⁶ et, par conséquent, ne peut être citoyen du Reich ni occuper un poste d'Etat. Ils connaissaient parfaitement *Mein Kampf* d'Hitler où il était dit que, pour accomplir sa tâche, le mouvement national-socialiste devait considérer les Juifs comme des ennemis mortels.³⁷ Et, cependant, ayant senti que le fascisme était une force, les sionistes s'empressèrent de s'assurer l'appui de ses leaders.

Le 13 novembre 1934, Mussolini reçut Nahum Goldmann. Le but de sa visite à Rome était de s'assurer l'appui d'« une des plus fortes personnalités du monde occidental » dans l'organisation du Congrès juif mondial qu'on se proposait d'utiliser pour le travail parmi les Juifs qui n'acceptaient pas d'emblée les idées sionistes. Plus tard, Goldmann fut longtemps, de 1956 à 1968, le chef simultanément de l'Organisation sioniste mondiale et du Congrès juif mondial. Mussolini approuva l'idée des sionistes et promit son appui.³⁸

Les contacts des sionistes avec Hitler datent à peu près de la même époque. Haim Arlozoroff, chef de la section politique de l'Agence Juive, avait conclu avec l'Allemagne nazie un accord qui prévoyait l'envoi systématique des Juifs en Palestine.³⁹ Un Office palestinien s'ouvrit à Berlin pour s'occuper, avec la participation directe de feu le premier ministre d'Israël Levi Eshkol, du « triage » des réfugiés. Les auteurs de l'ouvrage *The Secret Roads* John et David Kimche écrivent que les émissaires palestiniens « ne venaient pas en Allemagne nazie pour sauver les Juifs allemands, mais pour sélectionner des hommes et des femmes jeunes, prêts à devenir des pionniers, à lutter et à faire la guerre ». ⁴⁰

Avec l'approbation des autorités nazies, on installa près de Berlin et d'autres villes importantes d'Allemagne, des « camps de rééducation » spéciaux où les jeunes Juifs étaient préparés au travail dans les kibboutz. Comme l'atteste, sur la foi de documents, Heinz Höhne, ce travail des sionistes était suivi de près par les nazis et, en particulier, par le chef du Service juif 11.112 du quartier général des services de renseignements, von Mildenstein, qui « favorisait de toutes les manières l'activité des organisations sionistes ». ⁴¹

Comment se faisait-il que les nazis antisémites et massacreurs de Juifs arrivaient aussi bien à s'entendre avec les sionistes qui se prétendaient les sauveurs des Juifs ? La réponse se trouve dans la nature de classe du sionisme, dans son anticomunisme et son antisoviétisme pathologiques. Dans le fascisme, les sionistes voyaient la force qui leur semblait susceptible de réussir ce que l'Entente, les gardes-blancs et les bandes nationalistes, c'est-à-dire tous ceux que les sionistes

avaient servis, n'avaient pas pu faire à savoir : détruire le pouvoir des Soviets haï du consortium sioniste international, écraser le mouvement communiste et ouvrier international. On ne peut pas dire que les sionistes aient été directement intéressés à la destruction massive des Juifs. Mais aussi monstrueux que cela puisse paraître, ils étaient prêts, comme cela avait déjà été le cas pendant la guerre civile en Russie, à sacrifier des centaines de milliers, voire des millions de vies juives, pour atteindre leurs objectifs, pour sauver les représentants de la grande bourgeoisie juive, pour lutter contre le communisme.

A l'époque où le fascisme était seulement en train de rassembler ses forces, le célèbre idéologue sioniste Simoni, mettant les Juifs travailleurs en garde contre toute sympathie envers le premier Etat socialiste, écrivait : « Je persiste à adresser un avertissement aux crypto-bolchéviks et à ceux qui ont perdu la tête et sont désespérés, ne savent pas ce qu'ils veulent, soyez prudents ! Vos sentiments prosoviétiques, votre admiration pour les « réalisations » soviétiques ne sont que paroles irresponsables et rien de plus. »⁴²

Actuellement, alors que dans divers pays occidentaux fait rage une campagne sioniste éhontée contre l'Union Soviétique, alors que, au mépris de faits évidents, le consortium sioniste international vocifère contre de prétendues « persécutions des Juifs en U.R.S.S. », beaucoup de Juifs et de non-Juifs, en Union Soviétique et hors de ses frontières, se souviennent que les sionistes ne se montraient pas aussi tapageusement préoccupés du sort des Juifs ni avant ni pendant la guerre contre le fascisme. Or les raisons d'une telle préoccupation étaient alors plus que suffisantes.

Souvenons-nous. . . En 1933, tout de suite après la venue des fascistes au pouvoir, a été adopté un décret privant les émigrés juifs de la nationalité allemande.⁴³ Le 15 septembre 1935 était adoptée la loi sur la nationalité. Elle stipulait : « Un Juif ne peut être citoyen du Reich. Il n'a pas voix au chapitre dans les affaires politiques ; il ne peut pas occuper de fonctions publiques. . . »⁴⁴

Dès les premiers jours de la prise du pouvoir par les fascistes, des actes de violence se déclenchaient contre les Juifs. La vague de terreur et de persécutions montait de jour en jour. A ce moment-là, le sioniste anglais, lord Melchett, proposait dans un livre, paru en 1937, « pour améliorer la situation », un plan d'évacuation massive et totale des Juifs allemands et leur installation en Palestine.⁴⁵

Ce plan fut accepté. . . par les nazis. A partir de 1933, le S.D. et les S.S. s'occupèrent, de concert avec les sionistes, de la déportation systématique des Juifs d'Allemagne en Palestine. Sur ordre d'Hitler, un centre du Reich pour la déportation des Juifs fut créé en janvier 1939.⁴⁶ Il fut placé sous la direction du chef de la police et des services de sécurité. Les questions proprement juives étaient confiées à Adolf Eichmann qui vivait en Palestine, connaissait l'hébreu et avait de vastes relations parmi les sionistes. A l'époque, Eichmann occupait le poste de chef du service IV-A-4 de la gestapo dont relevaient les affaires de l'église et les affaires juives.⁴⁷

Définissant la personnalité d'Eichmann qui, de son propre aveu, était responsable de la destruction de cinq millions de personnes, la journaliste israélienne Hannah Ardent écrivait : « Eichmann méprisait les Juifs assimilés, les Juifs orthodoxes

l'irritaient, quant aux sionistes, Eichmann les aimait parce qu'ils étaient comme lui des « idéalistes ». ⁴⁸

Heinz Höhne, dans ses reportages du *Spiegel*, a fort bien expliqué les causes de cette « affection ». Il écrivait qu'« étant donné que les sionistes et les national-socialistes avaient fait de la race et de la nation la mesure de toutes choses, un pont ne pouvait manquer de s'établir entre eux ». ⁴⁹ Ce pont s'appuyait sur l'anticommunisme et l'antisoviétisme propres à la fois aux fascistes et aux sionistes. Quant à la théorie de la « pureté de la race », aux dissertations sur les peuples « inférieurs », et « supérieurs », les sionistes et les fascistes avaient vraiment beaucoup d'éléments communs. Jusqu'à la terminologie qui était la même. « La doctrine sioniste, constatent les communistes israéliens, part du même principe que l'antisémitisme : les Juifs dans tous les pays sont un élément étranger, distinct du reste de la population. » ⁵⁰ Dans son célèbre livre *The Other Side of the Coin*, le journaliste américain Alfred Lilienthal note aussi un autre aspect de l'activité des sionistes en Allemagne : « Pendant les premiers mois de l'existence du régime hitlérien, les sionistes furent les seuls représentants des Juifs auxquels les autorités allemandes avaient affaire. Et les sionistes abusèrent de leur situation pour discréditer les antisionistes et les Juifs, partisans de l'assimilation. Il en résulta un accord entre l'Agence Juive et les autorités nazies qui avaient promis d'aider l'émigration. Même la gestapo et les S.S. prêtaient leur concours. » ⁵¹

Bien sûr que la compréhension mutuelle entre nazis et sionistes n'était pas suscitée et alimentée

par la seule base idéaliste. Hitler et sa clique avaient essayé d'utiliser le sionisme dans leur lutte contre la Grande-Bretagne. En 1939, lorsque fut décidée la création en Allemagne d'un centre du Reich pour l'émigration des Juifs, le gouvernement britannique publia « le Livre blanc de MacDonald » qui, comme le constate l'historien américain A. R. Taylor, imposait des « restrictions sérieuses à l'immigration des Juifs en Palestine ». Le congrès sioniste de 1939 qualifia ce livre d'« illégal ». ⁵²

La Grande-Bretagne, qui avait toujours appuyé les sionistes, avait plusieurs raisons de vouloir limiter l'immigration. Le sionisme échappait à son contrôle. Il n'était plus le valet d'un seul maître, Sa Majesté le colonialisme britannique, mais servait trois patrons à la fois. La pénétration du capital américain au Proche-Orient avait nettement augmenté, sa part d'actions dans le consortium sioniste international devenait toujours plus considérable. Le rapprochement entre le sionisme et le fascisme avait entraîné une intensification des activités de l'espionnage allemand en Palestine et dans les possessions britanniques voisines. En Palestine, opérait alors un « bureau d'information allemand », couverture de l'espionnage nazi. Le réseau d'espionnage nazi en Palestine et en Syrie avait pour chef un certain Feivel Polkes, l'un des dirigeants des « Forces d'autodéfense », organisation de semi-guérilla des colons juifs, qui prit le nom de Haganah. Il ressort des documents nazis que Polkes assumait la « direction de tout l'appareil de sécurité des Juifs palestiniens ». Polkes, homme de confiance d'Eichmann, était en contact direct avec les services secrets allemands par l'intermédiaire de l'agent Reichert qui travaillait au

Bureau d'information allemand.⁵³ Les leaders de la Haganah, en particulier Golomb, avaient pris franchement position contre la nouvelle politique de la Grande-Bretagne au sujet de l'émigration des Juifs. Les organisations Irgun, Haganah et Stern gang se montraient encore plus énergiquement en faveur de l'Allemagne. Beaucoup de dirigeants de l'actuel parti sioniste Herut dirigé par Menahem Begin viennent de ces bandes. Des sections du Herut existent dans beaucoup de pays capitalistes où les organisations sionistes sont à l'œuvre. Les partisans les plus énergiques de Begin sont les commandos d'assaut sionistes de la Ligue de défense des Juifs dirigée par Meir Kahane.

Heinz Höhne témoigne que les sionistes de ces organisations terroristes « étaient suffisamment affranchis de sentimentalisme pour se servir de l'aide des S.S. pour assurer l'émigration. . . »⁵⁴

L'ouvrage de Samuel Katz *Days of fire*, récemment paru en Israël, fait une grande place aux activités du Stern gang pendant la guerre.

En 1941, écrit Katz, le chef de cette organisation Stern avait établi des contacts avec Hitler espérant que celui-ci enverrait dans la Méditerranée une grande flotte avec des dizaines de milliers de Juifs contre les forces alliées. Pour établir la liaison avec la gestapo, il envoya son agent Lubenchick en Syrie où celui-ci fut arrêté. L'automne de la même année, Stern discuta du projet avec son collègue de l'organisation sioniste, Nathan Freeman-Eline, et lui proposa de se rendre dans les Balkans. Cet émissaire fut arrêté en route. En février 1942, Stern fut également appréhendé à Tel-Aviv par la police britannique et abattu alors qu'il essayait de fuir. . .⁵⁵ Auparavant, des con-

tacts avaient été établis avec la gestapo par deux agents de l'organisation sioniste Massad le Aliyah bet : Pino Guinzburg et Moshe Auerbach. Ils étaient venus en Allemagne au moment où le pogrom des Juifs, organisé par les nazis sous le nom de code « Nuit de cristal », faisait rage. Le pogrom dura près de trois jours, du 9 au 11 novembre 1938. Dans son rapport à Göring, le chef de la gestapo, Heydrich, écrivait que pendant le pogrom avaient été détruits 815 boutiques appartenant à des Juifs, 29 grands magasins, 171 immeubles d'habitation ; 191 synagogues avaient été incendiées et 76 entièrement détruites. Et ce n'était qu'une partie des données, car, comme le notait Heydrich, « l'ampleur des destructions ne pouvait pas être confirmée par des chiffres ». Le chef de la gestapo annonçait aussi qu'au cours du pogrom environ 20 000 Juifs avaient été arrêtés. On n'a jamais établi le chiffre exact des tués et des blessés.⁵⁶

Dans le document que Heydrich avait signé à la veille du pogrom, il était dit que tous les Juifs interpellés devaient être envoyés en camps de concentration et que « les hommes juifs robustes et jeunes devaient être les premiers appréhendés ». ⁵⁷

« La nuit de cristal » était l'une des mesures prises par les nazis pour « éloigner légalement les Juifs du territoire de l'Allemagne » (la formule est de la gestapo. — *Note de l'Auteur*). Ce programme des nazis s'accordait pleinement avec les plans du consortium sioniste international. Le Massad représenté par Guinzburg et Auerbach avait proposé d'accélérer le programme sioniste de rééducation des Juifs « robustes et jeunes » souhaitant se rendre en Palestine.⁵⁸ En mars

1939, Guinzburg avait formé un premier convoi qui arriva bientôt en Palestine. Les Britanniques résistaient farouchement à l'immigration clandestine. Mais, comme le constate Heinz Höhne, « plus la réaction britannique devenait dure, plus le quartier général de Heydrich était disposé à aider les sionistes. Au milieu de l'été (1938. — *Note de l'Auteur*), il donna l'autorisation de diriger les navires à Emden et Hambourg pour réaliser l'évacuation d'Allemagne par la voie directe ». ⁵⁹ Pour être juste, il faut noter qu'après 1939 l'Angleterre s'opposait à l'immigration des Juifs dans les pays du Proche-Orient, restriction qui ne s'appliquait pas aux autres possessions britanniques. Mais les sionistes insistaient exclusivement sur la Palestine.

Les Juifs d'Allemagne étaient placés devant le choix : soit le « camp de préparation » et de là le départ pour la Palestine, soit le camp de concentration. Ceux que l'on expédiait sur les paquebots, appartenant au Massad, peupler le désert et réaliser les plans du sionisme, ne se doutaient pas des moyens employés par les sionistes pour arriver à leurs fins, ni qui était intéressé à l'émigration massive des Juifs allemands. Les sionistes, si leurs plans échouaient par une raison ou une autre, condamnaient de sang-froid les réfugiés à la mort.

C'est comme ça que les passagers du *Patria* et du *Struma* ont trouvé la mort. Les autorités coloniales britanniques avaient arrêté le paquebot *Patria* à Haïfa et, faisant valoir le décret gouvernemental, refusèrent d'admettre les émigrants. On proposa de diriger le navire vers l'île Maurice. Les agents sionistes simulèrent alors un « suicide collectif » des Juifs qui « auraient préféré mourir

plutôt que de se séparer de leur patrie ». On fit sauter le *Patria* et les sionistes exploitèrent à fond la légende du « suicide collectif » pour dresser l'opinion mondiale contre les Britanniques. C'est bien des années plus tard que David et John Kimche, auteurs de l'ouvrage *The Secret Roads*, ont établi que l'explosion du *Patria* avait été organisée par la Haganah.⁶⁰

En février 1942, le paquebot *Struma*, avec près de 800 réfugiés juifs des pays balkaniques et autres pays européens, qui se rendaient en Palestine, coula dans le Bosphore. La sélection de ces réfugiés avait été faite à la fin de 1941 en Roumanie par un certain Jakob, agent de l'Abwehr, devenu plus tard chef de l'espionnage israélien. On a tout lieu de croire qu'il savait que parmi les réfugiés du *Struma* se trouvaient des agents nazis chargés d'organiser l'espionnage et le sabotage au Proche-Orient contre les Britanniques. Les Britanniques, informés du projet de l'Abwehr par leurs propres services secrets, firent pression sur le gouvernement de la Turquie pour qu'il arrête le *Struma*. Au large des côtes turques, le capitaine du paquebot reçut l'ordre de retourner à Constantza. Les nazis décidèrent de couler le paquebot. En sortant du Bosphore, il fut intercepté par une vedette lance-torpilles « non identifiée ». Quelques salves suffirent pour couler le *Struma* avec tous ses passagers. Les sionistes exploitèrent cet incident tout aussi énergiquement pour leur propagande. C'est tout récemment que leur véritable rôle dans cette ignoble affaire a été connu...⁶¹

En Allemagne, cependant, les choses prenaient une tournure toujours plus sinistre. Nous avons devant nous l'un des documents présentés au procès de Nuremberg. C'est le « Protocole de

Wannsee » relatif au projet d'extermination de 11 millions de Juifs. C'est un résumé d'une réunion entre hauts fonctionnaires nazis, présidée par Heydrich en personne et à laquelle Eichmann a participé.

« Malgré les difficultés, dit ce document, depuis la prise du pouvoir jusqu'au 31 octobre 1941, 537 000 Juifs au total ont été expulsés. Sur ce nombre, à partir du 30 janvier 1933, d'Allemagne (dans ses frontières de 1914), environ 360 000 ; à partir du 15 mars 1938, des régions orientales, 147 000 ; à partir du 15 mars 1939, du protectorat de Bohême et Moravie, 30 000.

L'expulsion était financée par les Juifs eux-mêmes et par les organisations politiques juives (c'est-à-dire les sionistes. — *Note de l'Auteur*).

Vu les dangers du temps de guerre et considérant les possibilités de l'Orient, le Reichführer S.S. a interdit l'émigration des Juifs.

Pour la remplacer et avec l'accord préalable du führer, on a, à partir de ce moment, utilisé une autre possibilité de régler la question : on a commencé l'évacuation des Juifs vers l'Est... »⁶²

Autre document. L'interrogatoire d'un des anciens adjoints d'Eichmann, Wisliceny :

« *BROOKHART* *. Peut-on subdiviser en périodes l'activité à l'égard des Juifs ?

WISLICENY. Oui.

BROOKHART. Délimitez approximativement ces périodes pour le tribunal.

WISLICENY. Avant 1940, la directive générale était de régler la question juive en Allemagne et dans les régions qu'elle occupait par une expul-

* Membre du service d'instruction de l'accusateur principal des Etats-Unis au procès de Nuremberg.

sion systématique. La deuxième phase a commencé à ce moment : la concentration de tous les Juifs en Pologne et dans d'autres régions de l'Est occupées par l'Allemagne, et cela sous forme de ghetto. Cette période a duré approximativement jusqu'au début de 1942. La troisième fut celle dite solution finale de la question juive, c'est-à-dire la destruction systématique du peuple juif. Cette période a dura jusqu'à octobre 1944, quand Himmler a donné l'ordre d'arrêter l'extermination.⁶³

La « solution finale » a été approuvée le 20 janvier 1942, et Heydrich en informa les participants à la conférence réunie à Berlin à Grosse-Wannsee.⁶⁴ Des convois de Juifs s'ébranlèrent emportant la population des ghettos vers des fabriques de mort dont la plus grande fut Auschwitz. Les sionistes en étaient-ils avertis ? Oui. Un éminent leader sioniste, le Dr. Nossig, exécuté plus tard comme traître par les insurgés du ghetto de Varsovie, avait participé avec les nazis à l'élaboration des plans d'extermination des Juifs allemands vieux et pauvres.⁶⁵

En 1966, lors d'un symposium organisé par le journal israélien *Maariv*, le député du Knesseth, Haim Landau, déclara : « C'est un fait qu'en 1942 (c'est-à-dire l'année où fut prise la décision sur la « solution finale de la question juive ». — *Note de l'Auteur*), l'Agence Juive était informée de l'extermination. Bien que les rythmes de l'extermination ne fussent pas connus, le fait même l'était, tant par la direction de l'Agence que par les milieux juifs des Etats-Unis. Mais la vérité c'est que non seulement ils ont gardé le silence, mais encore qu'ils ont fait taire ceux qui le savaient également. »⁶⁶

Moins d'un an après, l'Agence Juive était exactement informée des « rythmes d'extermination » et de ce qui se faisait à Auschwitz, Dachau et Majdanek. De nouveau, le silence sur ces atrocités fut total. Bien qu'officiellement les leaders du sionisme aient proclamé qu'ils participeraient au front antifasciste, ils cherchaient, comme le souligne la résolution du XVI^e Congrès du parti des communistes israéliens, « le contact avec les leaders nazis pour atteindre les objectifs sionistes, même aux dépens des masses de la population juive ». ⁶⁷

En 1952, on a jugé, à Jérusalem, un certain Rudolf Kastner, un des grands personnages du parti MAPAI, le parti de Ben Gourion, de Golda Meir et d'autres leaders du sionisme. Le procès a permis de mettre en lumière des faits monstrueux de connivence criminelle entre les sionistes et les nazis. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Kastner était délégué de l'Agence Juive en Hongrie et présidait le Comité sioniste de sauvetage des Juifs hongrois.

Le nom de Kastner apparut pour la première fois au procès de Nuremberg. Wisliceny, l'adjoint d'Eichmann, avait déposé qu'en mars 1944 Kastner avait négocié avec le Standartenführer Becher, homme de confiance d'Himmler (au procès de Nuremberg, Kastner avait fait un faux témoignage en faveur de Becher. — *Note de l'Auteur*), et avec Eichmann en personne. Wisliceny a confirmé que Kastner avait remis à Eichmann, au cours de leur première entrevue, une grosse somme, 3 millions de pengos hothystes, Wisliceny a passé sous silence le véritable rôle de Kastner tout en mentionnant que les entretiens avec Eichmann ont eu pour résultat que 3 000 Juifs environ ont pu

quitter l'Allemagne. ⁶⁸

Au procès de Jérusalem, les liens de Kastner avec la gestapo furent présentés en détail. La journaliste israélienne Hannah Ardent écrivait : « Avec lui, Eichmann avait convenu d'expédier « clandestinement » (en Palestine via un pays neutre. — *Note de l'Auteur*) plusieurs milliers de Juifs, sous la protection de la police allemande, en échange de quoi Kastner allait assurer « le calme et l'ordre » dans les camps de concentration, d'où des centaines de milliers seraient envoyés à Auschwitz. Les Juifs riches et les membres de l'organisation des jeunesses sionistes, qui seraient sauvés par cet accord, étaient, comme l'entendait Eichmann, un meilleur matériel biologique, de sorte que, de son point de vue, le Dr. Kastner avait sacrifié à l'idéal ses coreligionnaires (environ 500 000. — *Note de l'Auteur*)... » ⁶⁹. Wisliceny a témoigné que tous furent envoyés à Auschwitz, dans les chambres à gaz. ⁷⁰

Les leaders sionistes ont essayé de rendre Kastner seul responsable de l'accord avec Eichmann, d'en faire un bouc émissaire pour rester eux-mêmes dans l'ombre. Mais leur tentative a échoué. L'écrivain Ben Hecht, bien informé des menées secrètes du sionisme, a écrit sur le procès Kastner un livre documentaire *La perfidie*. Il y montre que les chefs sionistes étaient au courant de tous les pourparlers entre les délégués de l'Agence Juive et les nazis et, en particulier, au courant des négociations de Kastner. Ils savaient à l'avance quand et comment un demi-million de Juifs hongrois allait être exterminé. Et cependant, ils ne les ont pas avertis. Deux futurs présidents d'Israël, Ben Gourion et Moshe Sharett, étaient au courant de l'ignoble pacte conclu par Kastner. Dans son

livre, Ben Hecht raconte l'histoire d'un Juif hongrois condamné par Kastner et Eichmann à mourir, mais qui, au prix d'efforts inouïs, parvint à s'enfuir de Hongrie et à sauver sa vie. Pendant plusieurs semaines, le malheureux avait sollicité un entretien avec Weizmann, à l'époque président de l'Organisation sioniste mondiale, devenu plus tard chef de l'Etat d'Israël, mais il n'a pas été reçu. Pouvait-il penser que Weizmann fût au courant des négociations de Kastner avec Eichmann ! ⁷¹

Au cours du procès, il a été dévoilé que Kastner et ses acolytes sionistes s'acquittaient consciencieusement du rôle de « pacificateurs » dans les ghettos et les camps de concentration. « De cette manière, souligne la résolution déjà citée des communistes d'Israël, ils ont trompé la vigilance (des Juifs. — *Note de l'Auteur*) et facilité la tâche des nazis qui avaient expédié ces hommes dans les camps d'extermination. Si les Juifs hongrois avaient su ce que savait Kastner, ils se seraient peut-être insurgés ou auraient organisé leur fuite pour rejoindre la Résistance. » ⁷²

C'est précisément ce que les sionistes voulaient empêcher à tout prix. Au symposium du *Maariv*, dont nous avons parlé, l'un des leaders de la Haganah, Eliezer Livne, a parlé par mégarde des raisons d'une attitude aussi passive des leaders sionistes en ce qui concernait la résistance aux nazis. « Je voudrais dire, déclara-t-il, ce que nous aurions dû faire si nous estimions que notre principal objectif était de sauver les Juifs sur place. Il nous aurait fallu coopérer avec les partisans. Il y avait des partisans en Pologne, dans les régions de Russie occupées par les nazis, en Yougoslavie et, plus tard aussi, en Slovaquie. Si notre objectif principal (celui des sionistes. — *Note de*

l'Auteur) avait été d'empêcher la destruction des Juifs et si nous avions contacté ces centres, nous en aurions sauvé un grand nombre. »⁷³

Au lieu de cela, les sionistes aidaient carrément les hitlériens.

En mai 1944, Eichmann négocia avec un certain Joel Brand, leader sioniste. Eichmann lui proposa de libérer un certain nombre de personnes d'origine juive qui se trouvaient dans des camps de concentration et de les envoyer en Palestine, en échange de 10 000 camions pour les besoins du front de l'Est qui, à ce moment-là, craquait sous les coups de l'Armée soviétique.

Brand informa immédiatement de cette proposition le Comité sioniste qui l'envoya à Constantinople pour y négocier avec les délégués de l'Agence Juive.

Les leaders sionistes, avec à leur tête Chaïm Weizmann, ont accepté sans hésiter de fournir 10 000 camions au commandement allemand sur le front de l'Est. Weizmann et ses adjoints Nahum Goldmann, Ben Gourion, Golda Meir, Levi Eshkol et beaucoup d'autres leaders sionistes actuels, firent d'énergiques démarches à Londres pour faire pression sur Winston Churchill et obtenir son aide pour la réalisation technique du projet de livraison des camions.⁷⁴ Les sionistes savaient à quelles fins seraient utilisées ces machines. Ils savaient que, si leur accord avec les hitlériens devenait réalité, cela pourrait enrayer l'avance de l'Armée soviétique qui comptait dans ses rangs des Juifs qui se battaient aux côtés des représentants d'autres nationalités de l'U.R.S.S. Les sionistes savaient que toute aide aux hitlériens signifiait un retard apporté à la libération des Juifs enfermés dans les camps de concentration hitlériens.

Ils le savaient et, cependant, ils pactisaient avec les nazis. Les raisons de cette trahison sont les mêmes : une haine farouche du communisme, du pouvoir soviétique, l'espoir qu'on parviendra à localiser le bolchévisme dans les frontières de l'U.R.S.S., empêcher l'Armée soviétique de venir en aide aux partisans qui opéraient dans les pays de l'Europe de l'Est et dans les Balkans où, comme on sait, les partis communistes dirigeaient la résistance au fascisme.

Le monde en apprend chaque année davantage sur la collaboration secrète des sionistes avec les fascistes. On apprend que des sionistes polonais, venus à présent s'installer en Israël, avaient travaillé pendant la guerre la main dans la main avec la gestapo et les services de renseignements de la Wehrmacht. Ils avaient créé leur organisation « Le flambeau » dont les membres avaient pour mission de s'infiltrer dans les cellules de la Résistance pour aider les nazis à les liquider.

On connaît beaucoup de cas où la gestapo choisissait parmi les sionistes les kapos dans les camps de la mort ainsi que la police spéciale qui maintenait l'ordre dans les ghettos. « La tragédie de Babi-Iar, écrivaient dans leur lettre à la *Pravda* des citoyens soviétiques d'origine juive vivant en Ukraine, restera à jamais l'image non seulement du cannibalisme des hitlériens, mais aussi de la honte éternelle de leurs complices et adeptes, les sionistes. »⁷⁵

Bien des choses restent encore inconnues. Les sionistes effaçaient soigneusement les traces, détruisaient les documents et les témoins gênants qui pouvaient jeter quelque clarté sur leur activité criminelle. Mais l'histoire fait ses propres comptes. L'histoire ne pardonne et n'oublie rien.

« Comment expliquer le fait, écrivait l'un des journaux les plus réactionnaires d'Israël, le *Herut*, en attaquant la R.F.A. pour des considérations démagogiques, que les chefs de l'Agence Juive, les leaders du mouvement sioniste qui se trouvaient en Palestine aient gardé le silence ? Pourquoi n'avaient-ils pas élevé la voix, pourquoi n'avaient-ils pas crié pour que le monde entende, pourquoi, par la radio clandestine de la Haganah, ne s'étaient-ils pas adressés aux Juifs qui se trouvaient dans les ghettos, dans les camps et dans les villages pour les inciter à fuir dans la forêt, à s'insurger, à lutter, à essayer de se sauver ? Par leur silence, ils coopéraient avec les Allemands dans une mesure nullement moindre que les scélérats qui fournissaient les listes de ceux qui étaient condamnés à mourir. (Comme l'attestent les documents du procès de Nuremberg, ces listes étaient fournies aux hitlériens par les dirigeants des conseils juifs, les Judenrat, le plus souvent dirigés par des sionistes. — *Note de l'Auteur*). L'histoire rendra là encore son verdict à leur égard. Le seul fait de l'existence de l'Agence Juive n'était-il pas une aide pour les nazis ? Et lorsque l'histoire jugera les Judenrat et la police juive, elle condamnera aussi les dirigeants de l'agence et les dirigeants du mouvement sioniste. »⁷⁶

Il faut bien rappeler aussi le rôle des organisations sionistes américaines pendant la guerre, quand elles ont adopté la même tactique du silence sur les atrocités nazies contre les Juifs, la même tactique d'encouragement tacite que celle adoptée par les chefs du consortium sioniste international.

Le ministre des Finances du gouvernement Roo-

sevelt, Henry Morgenthau témoigne : « Dès le mois d'août 1942, nous savions à Washington que les nazis projetaient la destruction totale des Juifs d'Europe. Pendant les 18 mois qui ont suivi le moment où le plan criminel fut connu, le Département d'Etat américain n'a pratiquement rien fait. » ⁷⁷

Les sionistes pouvaient-ils agir sur le gouvernement des Etats-Unis et faire élever le quota d'immigration pour les Juifs ? Oui, bien sûr. Ils avaient suffisamment d'influence, ce que signale, en particulier, Rober A. Dahl dans son livre *Congress and Foreign Policy*. Il écrit : « Il est possible que la majorité des citoyens n'avait pas d'idées déterminées sur le problème extrêmement complexe de la Palestine. Les citoyens qui se préoccupaient aussi intensément de l'avenir de l'Etat juif (c'est-à-dire les sionistes. — *Note de l'Auteur*) étaient manifestement une minorité. Mais l'intensité de leurs convictions, c'est-à-dire leur volonté de transformer leurs conceptions en actes politiques, « surpassait considérablement leur nombre ». ⁷⁸

« Pendant la guerre, écrit A. R. Taylor dans son livre *Prelude to Israel*, il existait aux Etats-Unis à l'échelle des villes et des Etats 76 sections du Conseil sioniste extraordinaire américain. Il existait en outre aux Etats-Unis 380 comités locaux. A travers ces organisations, une propagande intense se poursuivait. Il en résulta que les assemblées législatives de 33 Etats, le Congrès des organisations industrielles et la Fédération américaine du travail prirent des résolutions appuyant le sionisme. Plus tard, les deux Chambres du Congrès furent saisies de résolutions analogues, et, pendant la campagne électorale de 1944, les deux princi-

paux partis avaient inclus des propositions prosionistes dans leurs programmes électoraux. » Taylor note que les sionistes « voulaient que l'Amérique fasse pression sur la politique de la Grande-Bretagne pour essayer d'abroger le Livre blanc »⁷⁹ (c'est-à-dire le « Livre de MacDonald » dont la publication fut suivie en 1939 par une nette restriction de l'immigration en Palestine). Les sionistes insistaient sur une seule et unique solution qu'ils trouvaient acceptable : organiser l'émigration des Juifs exclusivement en Palestine. Ni aux Etats-Unis ni dans aucun autre pays, mais en Palestine et ce, malgré l'interdiction britannique, malgré toutes les difficultés qu'il y avait à transporter les réfugiés, malgré la possibilité d'utiliser la marine marchande des Etats-Unis qui, ayant déchargé en Europe, revenait à vide en Amérique. Mais les sionistes repoussaient de telles solutions « incomplètes », condamnant ainsi des centaines de milliers de Juifs à mourir dans les chambres à gaz.

Les prétentions sionistes au droit exclusif de régler la question juive furent définitivement consignées dans le programme de Biltmore en 1942. Ce programme fut adopté par une Conférence extraordinaire des sionistes d'Amérique à laquelle Weizmann, Ben Gourion, Nahum Goldmann et d'autres orateurs avaient pris la parole. Ben Gourion notamment exigea dans son intervention que le contrôle de l'immigration en Palestine soit entièrement réservé à l'Agence Juive. Le programme de Biltmore affirmait aussi que la solution du problème des réfugiés juifs, après la guerre, n'était possible que sur une base sioniste. Vers 1945, l'immense majorité des organisations sionistes avait approuvé le programme de Biltmore. Les

sionistes ne voulaient pas lâcher la « force vive », c'est-à-dire les Juifs qui, libérés des camps nazis, se trouvaient dans les camps de « personnes déplacées ».

Par la persuasion, la promesse ou la menace, ils forçaient ces malheureux à abandonner leur ancienne nationalité pour aller en Palestine. Ces anciens complices d'Eichmann et d'Himmler s'égoïssaient, prétendant être les seuls capables de « résoudre définitivement la question juive », sans même réfléchir aux résonances atroces que ce terme prenait dans leur bouche quelques années à peine après la Conférence à Grosse-Wannsee.

La prétention fallacieuse des sionistes au rôle de sauveurs des Juifs ne résiste à aucune critique. Analysant la période de la guerre contre le fascisme, la résolution du XVI^e Congrès du parti des communistes israéliens dit :

« Les Juifs furent exterminés parce que le fascisme avait pris le pouvoir en Allemagne, et non parce que les Juifs, comme le prétendent les idéologues sionistes, n'avaient pas émigré à temps en Israël.

La vérité historique, c'est que les Juifs de Palestine n'étaient pas plus en sécurité que les Juifs d'Europe. L'armée nazie donnait l'assaut à l'Afrique du Nord, elle pénétrait déjà en Egypte et n'était pas loin d'envahir la Palestine. Dans ce cas, le sort des communautés juives, là-bas, aurait aussi été prédéterminé. Les nazis auraient détruit les Juifs de Palestine, comme ils l'avaient fait en Europe. Heureusement, les nazis n'ont pas pu atteindre la Palestine, et ce n'est pas par respect de la « terre sainte » ou grâce aux amulettes sionistes de la communauté juive. Les nazis n'ont pas pu atteindre la Palestine parce que l'Armée

soviétique a su briser à temps l'échine des hitlériens devant Stalingrad et contraint l'armée de l'Allemagne nazie à envoyer d'urgence des renforts d'Afrique du Nord sur le front soviéto-allemand. Le salut de la communauté juive de Palestine, pendant la Seconde Guerre mondiale, ne fait que confirmer une fois de plus la thèse marxiste-léniniste, à savoir que si les Juifs purent sauver des persécutions, de la discrimination, de la destruction, cela fut dû à la consolidation et aux victoires du socialisme, du communisme. »⁸⁰

LA VOLONTÉ DU NOUVEAU PATRON

Le fascisme était écrasé. L'Armée soviétique avait sauvé des millions de Juifs de l'extermination. Paradoxalement, c'est précisément cela que les sionistes ne pouvaient pardonner au socialisme. Leurs prétentions propagandistes au rôle de sauveurs des Juifs, la publicité tapageuse qu'ils organisaient autour d'eux pâlissaient devant l'exploit du soldat soviétique qui avait éteint les fours crématoires des camps nazis.

Après la guerre, les sionistes passèrent entièrement sous la protection du capital monopoliste des Etats-Unis. Peu après la fondation de l'Etat d'Israël, le 5 août 1952, le *Al-Hamishmar* publiait un commentaire consacré à une intervention de Moshe Sharett, alors ministre des Affaires étrangères de Tel-Aviv, où l'on pouvait lire littéralement ceci : « La participation active des Juifs des Etats-Unis à l'édification de notre Etat dépend de la mesure dans laquelle la politique d'Israël se trouvera intégrée à la politique globale de Washington. Nos frères juifs d'outre-océan ne nous

aideront que si nous nous soumettons à la volonté de leur gouvernement. »⁸¹

Cette soumission se révéla totale. Les filiales du consortium sioniste international en Israël et dans les autres pays du prétendu monde libre sont devenues des instruments actifs de la politique étrangère réactionnaire des Etats-Unis qui, à l'époque de la guerre froide, se distinguait par une violente agressivité à la Dulles et par un anticommunisme avoué. Les Etats-Unis, écrivait le journal *National Guardian*, ont clairement montré au monde entier qu'ils ont remplacé le III^e Reich dans le rôle de « défenseur du monde contre les hordes du bolchévisme international ». Les valets sionistes du III^e Reich se sont retrouvés tout naturellement valets de tels « défenseurs ». Ce rôle faisait parfaitement l'affaire des dirigeants sionistes dont la haine du socialisme s'intensifiait du fait que, dans les pays de l'Europe de l'Est, une fois le pouvoir populaire établi, ils ne pouvaient plus continuer impunément leur action subversive. De nouveau, les sionistes ont rejoint la réaction internationale, et américaine tout d'abord.

En 1953, le bulletin de l'Anti-Defamation League qui appartient à la plus grande organisation sioniste des Etats-Unis B'nai B'rith, publiait un article disant notamment : « Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le fait qu'un régime totalitaire (ayant en vue l'U.R.S.S. — *Note de l'Auteur*) qui nous considère comme des ennemis, dispose effectivement dans notre milieu d'agents secrets actifs. . . »

La mode actuelle dans les cercles pseudo-libéraux est de critiquer sévèrement le FBI. Mais il s'agit là d'une unité de combat que son chef entretient selon les meilleures règles policières et

qui est entraînée à respecter les droits civils. »⁸²

Ceci fut écrit l'année où le maccarthisme fleurissait, en pleine hystérie antisoviétique, l'année où la Commission de contrôle des activités subversives avait inculqué le Parti communiste des Etats-Unis de fomenter un complot contre le gouvernement, l'année où 400 communistes, parmi lesquels il y avait des Juifs, furent arrêtés par le FBI et jetés en prison. Dans l'histoire du sionisme, ce n'est qu'un épisode de plus de fraternisation avec les anticomunistes, mais c'est un épisode très significatif.

Le sionisme, quelles que soient les prétendues « divergences » entre ses adeptes, a toujours appliqué une ligne unique, celle de ses leaders. Lorsque les milieux dirigeants des Etats-Unis adoptèrent dans les affaires internationales une politique plus souple à la fin des années 60, le sionisme dut aussi modifier sa tactique.

L'offensive idéologique du sionisme contre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes a coïncidé dans le temps avec l'adoption par les stratèges diplomatiques américains de la théorie de « lancement des ponts ». Cette thèse a été formulée officiellement pour la première fois le 25 février 1964 par Dean Rusk qui était alors secrétaire d'Etat américain.⁸³ Mais c'est plus tard que cette politique fut adoptée comme ligne d'action. Selon le journal *Christian Science Monitor*, le Département d'Etat a adopté, le 16 septembre 1966, une nouvelle « théorie de travail » qui prévoyait une approche individuelle à l'égard de chacun des pays socialistes. En même temps était élaborée la « doctrine de la récompense » destinée à encourager l'antisovietisme dans les pays socialistes. « Conformément

à cette doctrine, écrivait en mai 1968 Bernard Gwertzman dans le *Washington Evening Star*, les Etats-Unis s'appliquaient à cultiver des rapports d'amitié avec les pays communistes qui encourageaient le libéralisme à l'intérieur de leur pays ou agissaient de façon indépendante à l'égard de l'Union Soviétique, ou bien, ce qui était préférable, appliquaient l'une et l'autre lignes. »⁸⁴

Dans la nouvelle offensive idéologique de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes, contre le mouvement communiste et ouvrier international, les sionistes se voyaient réserver la fonction de destructeurs internes de convictions communistes. Cette fonction se basait sur des théories de l'« érosion » du communisme, théorie que les sionistes ont contribué à élaborer dans les laboratoires anticomunistes de la guerre idéologique tant aux Etats-Unis que dans d'autres Etats impérialistes.

Durant cette période, les sionistes firent de nouveau appel à la variété dite socialiste du sionisme, dont les fondateurs avaient été Ber Borokhov, Nahum Sokolow, etc. Dans leur résolution « Le sionisme et la question juive de nos jours », les communistes israéliens ont défini avec précision et en véritables marxistes la véritable essence des organisations « socialistes » sionistes modernes :

« Un sionisme socialiste n'a jamais existé et ne saurait exister. Sur le plan idéologique comme sur le plan politique, les organisations « socialistes » sionistes ont toujours, dans tous les combats décisifs, dans toutes les épreuves du temps, pris parti pour l'impérialisme, se sont dressés contre le socialisme, contre les mouvements de libération nationale.

La thèse léniniste disant que l'idéologie bourgeoise et l'idéologie prolétarienne ne sauraient coexister est également confirmée dans le cas des « sionistes socialistes ». ⁸⁵

Pour combattre le communisme, le mouvement de libération nationale, les sionistes ont souvent utilisé l'Internationale socialiste réformiste dans la direction de laquelle ils ont - une place nullement secondaire.

En 1966, les leaders sionistes proposèrent la création auprès de l'Internationale socialiste d'un « centre de la pensée socialiste moderne ». Son objectif était d'« étudier les différents courants dans le mouvement socialiste international moderne ainsi que les moyens d'application des programmes correspondants et des méthodes dans les pays en voie de développement ». L'aide-mémoire des leaders sionistes concernant la création de ce « centre » comportait cette recommandation : « Il est indispensable d'engager le dialogue sur les problèmes de l'idéologie et de la pratique socialistes avec les partis d'Asie et d'Afrique qui ne sont pas membres de l'Internationale socialiste. » ⁸⁶ Le « centre » avait de vastes projets d'action subversive. On a des raisons de penser que cette activité ne s'est pas limitée aux pays en voie de développement.

Des représentants des groupes, organisations et partis libéraux et gauchistes multiplièrent leurs visites en Israël. Il s'agissait d'un public très varié, de Jean-Paul Sartre qui portait aux nues le « socialisme à l'israélienne » au leader des gauchistes européens Cohn-Bendit et à l'idole des *hippies* Daniel Rubin, fondateur du Parti international de la jeunesse aux Etats-Unis.

Sous couvert de tourisme ou de délégations

scientifiques, les sionistes de Pologne et de Tchécoslovaquie, qui attendaient leur heure, visitaient aussi Israël.

Aujourd'hui encore, les sionistes flirtent avec les gauchistes. Le *Times* a écrit récemment que des représentants de la gauche américaine étaient invités en Israël et les organisations gouvernementales sont favorables aux voyages des éléments gauchistes israéliens en Amérique.⁸⁷

Il va de soi que les « sionistes-socialistes » qui opèrent dans les mouvements ouvrier et étudiant des pays capitalistes ont été les hôtes les plus fréquents d'Israël et ont pris la part la plus active à toutes les mesures des sionistes dans le perfectionnement du « socialisme démocratique ».

L'action subversive du sionisme contre le mouvement communiste et ouvrier international, contre les pays socialistes s'est particulièrement intensifiée alors que se préparait l'agression de juin 1967 ; elle a pris un caractère encore plus actif quand de nombreux pays socialistes ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël.

A cette période, le sionisme international faisait des efforts fébriles pour mobiliser l'opinion publique. Les sionistes essayaient notamment d'agir sur les partis communistes et ouvriers, d'obtenir des Juifs communistes qu'ils soutiennent la politique agressive du gouvernement d'Israël. Souvent, ils utilisaient comme argument dans leur propagande des cas de persécutions à l'encontre de communistes qui avaient eu lieu autrefois dans certains pays arabes, s'érigeaient en « combattants pour la liberté et la démocratie ». Israël était toujours présenté comme l'agneau, la victime, le « petit David qui a terrassé le Goliath arabe ». Cette propagande apporta

aux sionistes un succès provisoire. Le groupe Mikunis-Sneh voulut diviser le Parti communiste d'Israël et forma son propre « parti ». D'autres groupes de type bundiste apparurent aussi dans certains partis communistes immédiatement après l'agression israélienne contre les pays arabes en juin 1967. Disons, en anticipant un peu, que l'appui dont ils ont joui quelque temps a été sans lendemain. Leur sionisme virulent était si évident que lorsqu'ils ont jeté le masque et n'ont plus pensé utile de cacher leurs attachements politiques, ceux-là même qui au début avaient sympathisé avec eux, se sont détournés d'eux. Bien plus, de nombreux dirigeants des organisations de gauche, en particulier aux Etats-Unis et dans d'autres pays, ont violemment critiqué ces dernières années la politique expansionniste d'Israël.

Mais à l'époque, quand la poussière soulevée par la guerre des six jours empêchait encore de voir les véritables causes du conflit arabo-israélien, le sionisme célébrait tapageusement ses succès et, en particulier, ses succès de propagande.

En décembre 1967, le journal *Haaretz* de Tel-Aviv écrivait, en se rengorgeant, qu'Israël (autrement dit le sionisme. — *Note de l'Auteur*) disposait des possibilités maximums pour frapper le socialisme dans les pays de l'Europe de l'Est, et en particulier en Pologne et en Tchécoslovaquie. Le correspondant londonien de ce journal, écrivant sous le pseudonyme d'Alif Shim, proposait de provoquer des difficultés dans le camp socialiste en excitant des sentiments ultra-nationalistes, utilisant pour cela les moyens d'information de masse et, en premier lieu, la radio et la télévision. Il écrivait notamment : « Israël doit jouer le rôle d'une écharde dans le corps du mouve-

ment communiste, autour de laquelle se formera peu à peu un abcès. »⁸⁸

En plus des diverses théories d'« amélioration du socialisme », des variations sur les thèmes des œuvres de Sokolow, Borokhov et de leurs adeptes sociaux-démocrates modernes, le sionisme, pour gagner les citoyens d'origine juive des pays socialistes, utilisait activement en guise d'« écharde » la théorie de la « nation juive extraterritoriale », la conception du « patriotisme dualiste » des Juifs. Les sionistes ont toujours utilisé cette arme dans leurs tentatives d'instaurer leur emprise idéologique et politique sur les citoyens de différents pays et, en premier lieu, des pays socialistes.

Les sionistes voudraient amener chaque Juif à penser qu'indépendamment de l'endroit où il vit ses ennemis ne sont pas les impérialistes dont le consortium sioniste international est un fidèle serviteur, mais les non-Juifs. En reprenant les thèses de Theodor Herzl, les bonzes sionistes vocifèrent : « L'antisémitisme est éternel. » Ils exhortent les Juifs à s'isoler dans un ghetto moral et encouragent l'hostilité envers les peuples au sein desquels les Juifs vivent et travaillent. En régime capitaliste, de tels sermons servent à détacher les travailleurs juifs de la lutte de classe, de la participation aux mouvements révolutionnaires aux côtés des représentants d'autres nationalités. Dans les pays socialistes, la propagande sioniste vise à détacher les citoyens d'origine juive de l'idéologie et de la pratique de l'édification du socialisme et du communisme.

En 1964, alors qu'il était président de l'Organisation sioniste mondiale, Nahum Goldmann, l'exprimait ouvertement : « Nous devons lutter de front contre le monde non juif et même à l'inté-

rieur de la communauté juive pour notre droit de vivre *en minorité particulière, en minorité qui ne s'identifie à aucun régime, à aucun pays*. Nous devons diriger le peuple juif dans nos efforts, dans notre lutte pour notre droit spécifique à rester ce même peuple juif que nous avons représenté pendant mille ans, un peuple uni autour de son centre créateur en Israël. . . »⁸⁹

A cet objectif se trouve subordonnée toute la propagande sioniste en direction des pays socialistes. Elle ne se limite pas aux émissions de la « Voix d'Israël » dans les langues de ces pays, en yiddish et en hébreu, ni à la publication de petites revues anticomunistes, comme *Les Juifs en Europe de l'Est* et autres libelles du même genre.

En 1966-1967, les organisations sionistes à caractère régional ou global cherchèrent par tous les moyens à créer une situation contre-révolutionnaire dans divers pays socialistes de l'Europe de l'Est. Selon les projets des stratèges impérialistes, élaborés en tenant compte de l'échec de l'émeute contre-révolutionnaire en Hongrie, on s'apprêtait à frapper tout d'abord la Pologne et la Tchécoslovaquie. Munis de passeports des pays occidentaux, les émissaires du sionisme, camouflés en touristes, commerçants, diplomates, étudiants, savants, personnalités de la culture et des arts, multiplièrent leurs visites dans les pays de l'Europe de l'Est. Aux éléments antisocialistes soigneusement camouflés, aux ennemis irréductibles du socialisme, ils apportaient des directives et de l'argent, des faux papiers et des armes, des écrits sionistes ; des rendez-vous secrets étaient pris, des réseaux d'espionnage mis en place, on recrutait des partisans parmi les éléments contre-révolutionnaires qui attendaient leur heure, par-

mi les citoyens juifs de ces pays qu'on avait réussi à tromper. En pratique, comme l'a caractérisée Gus Hall, Secrétaire général du Parti communiste des Etats-Unis, la politique de « lancement des ponts » s'est révélée un moyen de « creuser des tunnels idéologiques clandestins ». . . La tentative d'utiliser ces tunnels pour une action contre-révolutionnaire en Pologne fut un échec fracassant. En Tchécoslovaquie, au début de 1968, la « contre-révolution silencieuse » remporta un succès provisoire.

Quelle fut, au cours de ces événements, l'action du sionisme international ?

Le document « La leçon à tirer de l'évolution de crise au sein du Parti communiste de Tchécoslovaquie et de la société (depuis le XIII^e Congrès du P.C.T. », adopté en décembre 1970 par la session plénière du C.C. du P.C.T., constate : « Dans la lutte contre le socialisme en République socialiste de Tchécoslovaquie, une grande influence fut exercée par les forces qui opéraient énergiquement à partir des positions du sionisme, instrument de l'impérialisme et de l'anticommunisme international. Leurs représentants les plus importants chez nous étaient F. Kriegel, J. Pelikan, A. Lustig, E. Goldstücker, A. Liehm, E. Loeb, K. Winter et plusieurs autres. »⁹⁰ Le centre sioniste qui opérait en Tchécoslovaquie était activement soutenu de l'étranger.

Telle est la brève énumération des organisations sionistes qui, avec d'autres personnes, associations, groupes et sociétés « intéressés », ainsi qu'avec les services secrets impérialistes, poursuivaient un travail subversif en Tchécoslovaquie, subventionnaient et conseillaient les contre-révolutionnaires qui prétendaient « libéraliser »

le socialisme. C'étaient l'Organisation sioniste mondiale, le Congrès juif mondial, l'Organisation de la jeunesse sioniste, le Congrès des sionistes européens, le Comité de coordination des organisations juives, le Conseil international des femmes juives, la Fédération mondiale des séphardis, l'Organisation internationale des femmes sionistes, le Conseil mondial des travailleurs juifs, l'Union mondiale des étudiants juifs, l'Agence télégraphique juive, le Congrès mondial des journalistes juifs, etc.⁹¹

A cette époque, on voyait s'activer fébrilement le Comité des réfugiés tchécoslovaques dépendant du Centre principal juif de documentation (Vienne), organisation sioniste, ainsi que le Centre de coordination des combattants pour la liberté de la Tchécoslovaquie en Israël. La filiale israélienne des éléments contre-révolutionnaires tchécoslovaques s'occupait directement des collectes de fonds pour la publication du journal *Literární listy*, porte-parole des contre-révolutionnaires de Tchécoslovaquie. Le journal israélien *Maariv* annonçait que les contributions devaient être adressées à la « Discount Bank Ltd, N° 450 055, Tel-Aviv ». ⁹²

Le scénario de la «contre-révolution silencieuse» élaboré aux Etats-Unis, en particulier par le Hudson Institute, réservait un rôle considérable au sionisme international dans les événements de Tchécoslovaquie. Il avait pour objectif premier de s'emparer des organes de presse et d'autres moyens d'information de masse. Le sionisme international était en contact permanent avec certains journalistes de Prague par l'intermédiaire d'un certain Johnson, collaborateur d'une des ambassades à Prague. Les documents du ministè-

re tchécoslovaque de l'Intérieur notaient que, parmi les fréquents visiteurs de ce « diplomate », se trouvaient Gohman du *Reporter*, Josef de la rédaction de *Práce*, Štrobinger de la *Lidová demokracie*, Lion de la rédaction de *Svobodné slovo*, Weiner de la radio, et certains autres. Ces interprètes de l'« opinion publique » étaient en contact étroit avec les sionistes.⁹³

Les sionistes s'étaient emparés de postes dirigeants dans les moyens d'information de masse de Tchécoslovaquie et, à l'aide de ce puissant levier d'action sur l'opinion, se livraient à une furieuse propagande contre le Parti communiste de Tchécoslovaquie, contre l'Union Soviétique, le P.C.U.S. et les partis communistes des pays socialistes frères.

« Les mass media, écrivait à ce propos le journal *Rudé Právo*, avaient fait de l'attitude envers les Juifs et Israël une sorte de critère principal de progressisme de la politique d'après janvier. »⁹⁴ Le sioniste Goldstücker et sa camarilla d'« intellectuels » se servaient tant qu'ils pouvaient de l'épouvantail de l'antisémitisme pour combattre le P.C.T. et le socialisme.

Les choses en arrivèrent au point où la direction du C.C. du P.C.T. se trouva incapable d'imposer à la rédaction du *Rudé Právo*, pourtant organe du C.C. du P.C.T., la publication d'un article du Secrétaire général du C.C. du P.C. d'Israël Meir Vilner sur la politique impérialiste agressive d'Israël. Dans un entretien avec Saliba Khamis, délégué du P.C.I. et membre du Bureau politique du C.C. du P.C.I., les collaborateurs du service étranger du C.C. du P.C.T. reconnurent franchement que les rédacteurs du journal sabotaient la décision du C.C. du P.C.T.⁹⁵

Le 30 mai 1968, un émissaire sioniste, A. Brumberg, rédacteur en chef de la revue *Problèmes du communisme*, arriva en Tchécoslovaquie où il rencontra à l'hôtel « Alcron » Arnost Lustig, « écrivain » actuellement vivant en Israël, qui ne cachait pas ses opinions sionistes. C'est de lui que parlait Ladislav Novomesky à la conférence des écrivains slovaques (mai 1968) : « J'ai récemment suivi avec intérêt à la télévision une interview du camarade Arnost Lustig. Son intervention fut à tel point pro-israélienne et prosioniste que j'ai envié la « partie tchèque » de notre Union : elle ne possède pas seulement Arnost Lustig, mais toute une pléiade d'experts diplômés de la question israélienne. Notre problématique slovaco-tchèque n'a point de tribuns aussi enflammés, bien que nous en ayons besoin. »⁹⁶

Par l'intermédiaire de Lustig, Brumberg se mit en contact avec la rédaction de *Literární listy*, avec la direction de l'Union des écrivains tchécoslovaques dirigée par le sioniste Goldstücker, puis visita l'Académie des Sciences de Tchécoslovaquie. Pendant son séjour dans le pays, Brumberg se fit communiquer d'importantes informations réunies par les sionistes clandestins.⁹⁷

Quand, à la demande de milliers de communistes tchécoslovaques, parmi lesquels des membres du C.C. du P.C.T. et du gouvernement de la Tchécoslovaquie, les troupes des cinq pays membres du Traité de Varsovie apportèrent leur aide internationaliste au peuple tchécoslovaque frère dans sa lutte avec la contre-révolution, les sionistes passèrent aux méthodes clandestines de combat. Dans beaucoup d'émetteurs secrets, qui fonctionnaient sur le territoire de la Tchécoslovaquie, propageant des calomnies contre le so-

cialisme, opéraient des sionistes farouches et, en particulier, des « conseillers », citoyens d'Israël.

L'échec du complot de la réaction internationale en Tchécoslovaquie compromit les vastes projets de l'impérialisme américain et de ses complices sionistes. La politique de « lancement des ponts » fut violemment critiquée même par ses anciens partisans. A Washington, les tenants de la « fermeté » à l'égard de l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes élevèrent de nouveau la voix. Le vent de la guerre froide qui soufflait de la capitale américaine gonfla les voiles de la propagande sioniste. Sans dédaigner d'exporter la « contre-révolution silencieuse » vers les pays socialistes, le consortium sioniste international mettait aussi au point des plans de vaste campagne antisoviétique au niveau international. A la différence des campagnes analogues du passé, celle-ci avait un caractère spécifique qui témoignait d'une tactique nouvelle du sionisme. Toutes les organisations sionistes avaient reçu la consigne de renoncer à une « attitude modérée » à l'égard de l'U.R.S.S. et de commencer une « campagne offensive » (à laquelle les sionistes n'avaient en fait jamais renoncé).⁹⁸ Dès 1964, les leaders sionistes avaient donné à leurs troupes la consigne d'« exercer une pression permanente sur les autorités soviétiques ». ⁹⁹

C'est vers cette époque que se formèrent des groupements régionaux, provisoires d'abord, puis permanents, d'organisations sionistes : American Jewish Conference on Soviet Jewry, Conférence européenne des communautés juives sur la situation des Juifs en U.R.S.S., Conferencia Latina Americana pro los Judios de la Union Sovietica, la congrégation analogue d'organisations sionis-

tes d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Ces groupements réunissaient les plus grandes organisations sionistes des pays capitalistes depuis les prétendument « socialistes » jusqu'aux franchement fascistes.

La direction immédiate de l'activité de ces associations est assumée par l'Exécutif de l'Organisation sioniste mondiale qui opère par l'intermédiaire de l'Agence Juive. Pour sa campagne antisoviétique, la filiale israélienne de l'O.S.M. reçoit des consignes précises de l'Agence Juive, représentée au Comité de coordination paritaire avec le gouvernement d'Israël, organisation ultra-secrète ayant son siège à Jérusalem. L'hebdomadaire d'information américain *National Observer* signale que le premier ministre d'Israël assiste toujours aux réunions de ce comité. Le Comité de coordination donne des consignes au « Conseil israélien des représentants des Juifs soviétiques ».

Comme cela a déjà été constaté, le sionisme international a tout spécialement intensifié son action anticomuniste pendant la préparation de la guerre de juin 1967 contre les pays arabes et après la fin de celle-ci. En 1966-1968, les sionistes (ont entrepris de s'immiscer ouvertement dans les affaires des pays socialistes, en premier lieu de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.¹⁰⁰ Au début de 1969, quand se fut effondré tout espoir de voir triompher les forces contre-révolutionnaires en Tchécoslovaquie, la Corporation sioniste internationale prit la décision de déclarer à l'Union Soviétique une « guerre des nerfs ». Cette guerre commença sous le slogan fallacieux et entièrement discrédité de la « défense des Juifs soviétiques ».

Au début de 1970, le sionisme international

proclama, par la bouche de Golda Meir, premier ministre d'Israël, une « campagne totale » contre l'Union Soviétique. Les organisations sionistes opérant dans les pays capitalistes furent alertées. Les instructions de l'O.S.M. leur posaient pour objectif d'assurer à la nouvelle campagne antisoviétique du sionisme l'appui de non-Juifs et, en premier lieu, de personnalités publiques en vue, de chefs de gouvernements et de leaders des partis, de parlementaires, de savants, d'hommes de lettres et de journalistes. La grande activité déployée pour la distribution de textes et d'écrits antisoviétiques fut confiée à toutes les filiales de l'O.S.M. représentées dans les organisations internationales, à toutes les représentations diplomatiques d'Israël. L'Exécutif de l'O.S.M. a également sanctionné l'ingérence directe des organisations sionistes des pays capitalistes dans les affaires de l'Union Soviétique, leurs activités visant à exciter les passions nationalistes, à reconstituer en U.R.S.S. un sionisme clandestin. Une attention particulière était apportée au travail en direction des jeunes d'origine juive. On mit au point dans les moindres détails la tactique d'« action psychologique », manifestations de « protestation » devant les ambassades et les missions commerciales soviétiques, provocation montée contre les diplomates soviétiques ou toute délégation de l'U.R.S.S. visitant les pays capitalistes, boycottage des représentations d'artistes soviétiques et des expositions sur la vie en U.R.S.S. Pour la « propagande concrète » et l'excitation de l'hystérie antisoviétique, on recommandait d'utiliser largement les anciens citoyens soviétiques d'origine juive qui avaient émigré en Israël ou aux Etats-Unis. La caisse de l'O.S.M.

attribua des millions de dollars à cette ignoble campagne et à la publication d'écrits antisoviétiques contenant des inventions sur l'« antisémitisme » en U.R.S.S. et dans d'autres pays socialistes.

Afin qu'il soit bien clair pour tout le monde quels sont ceux qui se trouvent derrière cette campagne et par quels moyens elle se fait, nous allons parler d'une des organisations sionistes les plus violentes, profascistes, qui a acquis depuis quelques années une scandaleuse notoriété par ses attaques criminelles contre des Soviétiques se trouvant aux Etats-Unis. Il s'agit de la Ligue de défense des Juifs.

LES S. A. EN CHEMISES BLEUES

« L'anticommunisme est le dernier refuge des gredins. Il a rallié sous ses drapeaux en loques une excellente collection de voleurs, de monte-en-l'air, de calomniateurs, de mouchards, de misanthropes et d'idiots. »¹⁰¹ Cette caractéristique de l'anticommunisme donnée par John Crosby, commentateur à l'*International Herald Tribune*, revient à l'esprit quand on étudie les activités de la bande sioniste opérant sous l'enseigne de la « Ligue de défense des Juifs » ainsi que la biographie de son leader.

La ligue fut fondée en été 1968 par Meir Kahane¹⁰², rabbin orthodoxe, qui était depuis son jeune âge passionné d'extrémisme sioniste. Encore élève du *heder*, il adhéra au mouvement Bethor, section de la jeunesse du Herut, parti franchement profasciste.¹⁰³ Nous avons déjà parlé de cette organisation ainsi que de ses lea-

ders de la bande terroriste Irgun, qui pendant la guerre avaient collaboré avec le fascisme.

Avant même la création d'Israël, les membres de l'Irgun se sont acquis, en massacrant des populations civiles arabes de Palestine, une telle « notoriété » que même Winston Churchill, qui soutenait pourtant les sionistes, déclara aux Communes le 17 novembre 1944 : « Si nos rêves concernant le sionisme sont destinés à mourir sous les balles des tueurs à gage et si nos efforts pour lui assurer un avenir feront seulement apparaître une nouvelle bande de gangsters dignes de l'Allemagne nazie, beaucoup devront comme moi réviser des positions jusque-là immuables. S'il existe encore quelque espoir d'avenir pacifique et heureux pour le sionisme, il faut que ses actions infâmes cessent et que les responsables de ces actions soient punis impitoyablement. » ¹⁰⁴

Cependant, les sionistes n'ont jamais abandonné « ces actions infâmes ». Ni avant ni après la formation d'Israël. Il est caractéristique que les sionistes aient toujours habilement combiné des actes de caractère purement terroriste avec des méthodes de pression politique. Alors que les organisations sionistes du monde entier militaient en faveur d'une extension du territoire du futur Etat juif au-delà de ce qui avait été prévu par le plan de l'O.N.U. sur le partage de la Palestine, des bandes de même type que l'Irgun massacraient des villages entiers d'Arabes pour les forcer à fuir.

En 1947, des énergumènes sionistes se sont livrés à de tapageuses manifestations antisoviétiques devant le siège de l'O.N.U. Certains de ces voyous furent conduits au poste. Parmi eux se trouvait Meir Kahane, admirateur du terroris-

me sioniste à la Jabotinski. Il avait 16 ans à l'époque.

Moins d'un an après, le 9 avril 1948, un autre adepte de Jabotinski et admirateur de Mussolini, devenu par la suite chef du parti Herut et ministre du gouvernement Meir, Menahem Begin, faisait irruption, à la tête d'une bande de l'Irgun, dans le village arabe Deir Yassin. La bande massacra 250 hommes, femmes et enfants avec le sang-froid dont les nazis, quelques années auparavant, faisaient preuve en rasant Lidice, Kras-soukha et Oradour.¹⁰⁵

C'est ainsi qu'opéraient de façon synchronisée aux Etats-Unis et en Israël les deux filiales du parti Herut. Leurs contacts sont devenus encore plus étroits par la suite. Ils étaient unis par une haine pathologique du communisme, de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes. « Depuis dix ans, disait Begin, nous cherchons un Mussolini juif. Aidez-nous à le trouver. »¹⁰⁶

Pour Meir Kahane, cet appel de Begin devint un appel à l'action. Il ne rêvait que des lauriers d'un Mussolini juif. Tout en étudiant les textes de la Thora, Kahane s'initiait aux prises de karaté, au maniement des explosifs et aux autres sciences terroristes qui, apparemment, n'ont rien de commun avec les fonctions de rabbin. Il ne tarda pas d'ailleurs à remplacer la calotte traditionnelle par le béret. Kahane formait ses ouailles non seulement par des sermons bibliques sur l'« exclusivisme du peuple élu », mais aussi en leur inculquant les conceptions franchement fascistes du sionisme moderne. Il a évité à un certain degré les « erreurs » de Mussolini et ne s'est jamais passionné dans sa jeunesse pour la social-démocratie, même dans sa variante sionis-

te. Après le Bethor, il adhéra tout de suite à la filiale américaine du Herut dénommée les « Sionistes révisionnistes unifiés d'Amérique ». Pour le reste, il y a beaucoup de similitudes dans les destinées de Mussolini et de Kahane. Tout comme le duce, il a été journaliste dans la feuille sioniste *Jewish Press* et comme lui, il a été agent secret. Comme l'atteste le *New York Times*, dans les années 60, des services gouvernementaux, comme la fameuse Commission d'enquête des activités antiaméricaines où Kahane était « conseiller », ont, plus d'une fois, fait appel à lui.¹⁰⁷

« Les témoins sont convoqués par cette commission, écrivait le journaliste américain Michael Newberry, non pour apporter des informations, mais uniquement pour confirmer leur culpabilité. Celui qui est convoqué devant la commission est automatiquement considéré comme coupable, soit parce que quelqu'un l'a dénoncé, soit sur la base des documents portés au volumineux dossier de la commission. »¹⁰⁸ On comprend donc quel genre de « conseils » pouvait lui donner Kahane. « Kahane, écrivait à ce sujet le journal *Daily World*, était un agent appointé de la commission, qui aidait à dépister les progressistes. »¹⁰⁹

Les « conseillers » et les « enquêteurs » de cette commission étaient toujours liés aux organisations américaines d'extrême droite. Il suffit de citer le cas de John B. Matthews, ancien enquêteur de la commission. Au moment de prendre sa retraite, il est devenu fonctionnaire de la John Birch Society à laquelle il a remis son fichier personnel concernant les « éléments subversifs ». Il est donc normal que Kahane ait établi des relations solides dans les organisations ultra, notamment la John Birch Society, l'American Le-

gion et l'Association nationale des fusils qui coopère étroitement avec les « minutemen » et d'autres groupes terroristes néo-fascistes des Etats-Unis. Le führer des nazis américains lui a récemment proposé d'« unir leurs forces ».

Quand la Commission d'enquête des activités antiaméricaines renonça à ses services, Kahane ne mit pas fin à ses contacts avec le FBI et les organisations d'extrême droite. En 1965, alors que s'étendait, dans le pays tout entier, un mouvement de protestation contre la guerre au Vietnam, la CIA et le FBI firent des efforts désespérés pour « mobiliser l'opinion publique » en faveur de la guerre.

C'est à cette époque-là que Meir Kahane, qui se cachait sous le pseudonyme de Michael King, fonda avec un certain Joseph Churba le « mouvement du 4 juillet » dont des filiales s'ouvrirent bientôt dans six universités des Etats-Unis. Le 29 juin 1965, une annonce publicitaire signée par Churba et King paraissait dans le *New York Herald Tribune*. Les objectifs du mouvement y étaient formulés sans équivoque : appui inconditionné à la sale guerre. L'entreprise de Kahane et Churba était subventionnée par « certaines organisations » qu'ils préféraient ne pas nommer.¹¹⁰

En été 1967, Churba et Kahane organisèrent une maison d'édition Crossroads Publishing. C'est là que parut leur œuvre ultra-sioniste et antisoviétique *The Jewish State in Vietnam*.

A l'époque, pour se camoufler, Kahane signait ses ignobles libelles anticomunistes d'un pseudonyme. A présent, il ne se cache plus. Paraissant au programme « Metromidia », transmis le 24 janvier 1971 par la télévision américaine, il appuya l'agression des Etats-Unis en Indochine,

en soulignant que cette guerre « empêchait l'Union Soviétique et les Etats-Unis de s'entendre au détriment des intérêts des Juifs » (sic !).

Les leaders des organisations ultra, néo-fascistes des Etats-Unis se servent de « catégories logiques » analogues, en remplaçant le mot « Juif » par « patriote américain ». Leur parenté idéologique avec Kahane est sans équivoque. Et, cependant, quand le journal *Daily World* publia pour la première fois un article où il qualifiait Kahane de représentant typique de l'extrême droite, des voix indignées s'élevèrent aux Etats-Unis. Beaucoup de gens croyaient que rattacher le fascisme au sionisme, c'était aller trop loin !

Pourtant, les liens sont évidents. Les coupe-jarrets de Kahane se sont joints plus d'une fois aux voyous du Ku Klux Klan pour mettre à sac les permanences des combattants pour les droits civiques des Noirs. A l'instar des minute-men, les « chemises bleues » se sont entraînées aux tactiques terroristes dans un camp militaire spécial de la ligue, installé dans les montagnes de Catskill, non loin de New York. En même temps, ils ont subi un conditionnement idéologique sioniste dans un esprit chauvin obscurantiste et antisoviétique.

Mais revenons à la Ligue de défense des Juifs.

Elle a été créée en 1968, à une période très significative. La résolution du Parti communiste d'Israël « Le sionisme et la question juive de nos jours » constate : « La propagande sioniste anti-soviétique s'est particulièrement intensifiée après la guerre de juin (1967. — *Note de l'Auteur*), mais son succès a diminué. Après la guerre de juin, l'opinion mondiale a été mieux informée de la façon dont les dirigeants d'Israël, porte-

drapeau du sionisme, traitent les populations arabes, les réfugiés arabes, comment ils règlent la question de la réunification des familles. »¹¹¹

Dans ces conditions, le Centre sioniste international a choisi une nouvelle tactique de vastes et franches provocations contre l'Union Soviétique et les autres pays socialistes. Comme le constatait le *Daily World*, les sionistes en avaient besoin pour détourner l'attention de l'opinion mondiale des actes ignobles par lesquels les dirigeants d'Israël s'étaient déshonorés sur les territoires arabes occupés, en utilisant un instrument depuis longtemps éprouvé qui sont les vociférations sur les « persécutions des Juifs » en U.R.S.S.¹¹²

Le prétexte officiel de la création de la ligue fut fourni par des troubles dans les ghettos noirs des Etats-Unis où l'on avait mis le feu à des maisons et des magasins appartenant à des businessmen juifs. C'est alors que pour la première fois les gaillards de Kahane, en uniforme bleu orné de l'étoile de David, firent leur apparition pour protéger la sacro-sainte propriété. Ils étaient armés de barres de fer et de chaînes de bicyclettes, de couteaux et de coups de poing américains et ils s'en servaient volontiers. Cela se faisait sous prétexte de combattre « l'antisémitisme noir ». Celui-ci existait-il en réalité ? Pour en avoir le cœur net, le journaliste américain Joseph North fit une enquête auprès des étudiants d'un collège noir de Brooklyn. La réponse fut unanime : « Le ghetto noir n'est pas antisémite ». ¹¹³ Les protestations des Noirs qui s'exprimaient par les incendies des centres de vente, n'avaient pas pour cause le fait que les propriétaires étaient Juifs, mais le fait qu'ils faisaient payer trois fois plus cher les marchandises qu'ils vendaient

aux habitants du ghetto. Pour la même raison, les habitants des taudis, désespérés, mettaient le feu aux immeubles appartenant à des hommes d'affaires juifs qui exigeaient un loyer double. Ce n'était pas une manifestation d'antisémitisme, mais une explosion de protestation sociale. Les hommes de Kahane frappaient non seulement les Noirs, mais aussi les Juifs pauvres qui se mettaient du côté des Noirs.

Les sionistes brandissaient l'épouvantail de l'antisémitisme pour protéger les intérêts de la bourgeoisie dans le ghetto noir exactement comme ils l'ont fait plus tard pendant la vaste campagne antisoviétique qui s'est déployée aux Etats-Unis et dans d'autres pays capitalistes en 1970-1971.

Les voyous de la Ligue de défense des Juifs déclaraient une véritable guerre aux citoyens soviétiques travaillant aux Etats-Unis. Au cours d'une de ses nombreuses conférences de presse, Meir Kahane déclara : « Aucun Russe ne sera désormais en sécurité à New York. »¹¹⁴

Plus d'une fois, les « chemises bleues » ont conspué des artistes soviétiques, saccagé les bureaux de l'Amtorg, de l'Aéroflot et de l'Intourist, fait exploser des bombes dans les maisons où vivent et travaillent les diplomates et les journalistes soviétiques. Ils revendiquaient ouvertement ces actes. Toujours, après une telle attaque terroriste, le téléphone sonnait dans une agence de presse ou une rédaction de journal, et une voix anonyme annonçait : « Ici la Ligue de défense des Juifs. Nous venons de faire exploser une bombe à... (suivait l'adresse d'un bureau soviétique aux Etats-Unis). »

Pourquoi pareille impunité ? Les énergumènes

qui attaquent des représentants soviétiques auraient-ils à tel point intimidé les autorités américaines que celles-ci n'osent plus les poursuivre ? Car les convocations symboliques chez le juge ou les « amendes » grotesques ne sont pas un moyen de lutte efficace contre une telle bande.

La raison est ailleurs. Bien que les plus grandes organisations sionistes des Etats-Unis qui disposent de vastes relations dans le pays aient soin de prendre leur distance à l'égard de la ligue de Kahane, il est évident qu'elles se trouvent intimement liées à ses provocations scandaleuses.

Kahane ne cachait pas que l'objectif de la ligue était de « porter la question juive à la une » « Nous l'avont fait, poursuit-il. C'est à présent au tour des groupes juifs importants qui veulent avoir la possibilité d'en profiter. Et j'espère qu'ils le feront. »

On ne saurait manquer de reconnaître la franchise du candidat au « Mussolini juif ». Les nombreuses organisations sionistes des Etats-Unis (532 sont officiellement enregistrées, dont 281 opérant à l'échelle fédérale et 251 dans les grandes villes ou certains Etats), comme l'a souligné le *Daily World*, adoptent depuis longtemps une position antisoviétique. Et elles ont joué un grand rôle dans l'instigation des actes criminels de la ligue.¹¹⁵ Leurs actes se sont toujours entièrement et pleinement accordés avec les objectifs des sionistes qui avaient déclaré la guerre au socialisme non pas à l'échelle de New York, mais à l'échelle globale. Il est évident que les leaders sionistes sont tout à fait disposés à offrir à Kahane la possibilité d'étendre le cadre de ses activités. L'Anti-Defamation League of B'nai B'rith admire franchement les fascistes en chemi-

ses bleues et déclare que, grâce à eux, les sionistes disposent désormais d'une « force qu'ils n'ont jamais eue auparavant ». Kahane a déjà annoncé son intention de créer une ligue mondiale de défense des Juifs dont il veut transférer le quartier général à Jérusalem. Des admirateurs sionistes de Mussolini sont apparus en Israël, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Australie, en Belgique, aux Pays-Bas et dans d'autres pays capitalistes où Kahane fonde ses succursales. A l'instar de leurs collègues de New York, ils se rangent aux côtés des néo-nazis pour se déchaîner devant les ambassades de l'U.R.S.S. pour terroriser les citoyens soviétiques et déposer des bombes dans les missions diplomatiques soviétiques. Les piétres drapeaux de l'anticommunisme s'ornent désormais, avec l'aide des S.A. comme Kahane, de l'étoile de David, symbole du sionisme.

Mais tout cela est, en quelque sorte, destiné à l'usage externe. En Israël même, les membres de la Ligue de défense des Juifs ont recours à des symboles plus évidents. Lors d'une manifestation que les ouvriers, étudiants et employés israéliens avaient organisé devant le Knesseth pour protester contre le massacre des populations civiles de Gaza, on a vu apparaître dans les rues de Jérusalem les bandes sionistes de la Ligue de défense des Juifs et de la Gurei Ze'ev (groupe pro-fasciste soutenu par le bloc Eldad-Begin). A la différence de leurs collègues américains, les « chemises bleues » d'Israël ne portaient pas sur leurs brassards l'étoile de David, mais la croix gammée.¹¹⁶ Parmi ceux qui manifestaient devant le Knesseth, certains croyaient revoir dans ces voyous en chemises bleues leurs prédécesseurs

de l'Allemagne des années 30. Les mêmes rictus, les mêmes cris hystériques. Les mêmes matraques, les mêmes couteaux contre des manifestants sans armes. Les mêmes croix gammées. Seulement dans les années 30, les chemises étaient brunes. Les « chemises brunes » voulaient massacrer les Juifs. Les « chemises bleues » prétendent vouloir les défendre sans hésiter à commettre des crimes que l'on compare de plus en plus souvent à ceux des « surhommes » hitlériens. Ainsi, le sionisme apparaît ouvertement dans le rôle d'héritier spirituel et politique du fascisme.

SOUS LE DRAPEAU DE L'ANTISOWIÉTISME

La Ligue de défense des Juifs est loin d'être la seule organisation relevant du consortium sioniste international à avoir contribué à exciter l'hystérie antisoviétique depuis environ deux ans.

Cette campagne devait culminer avec la Conférence mondiale des communautés juives sur la situation des Juifs en U.R.S.S., tenue du 23 au 25 février 1971 à Bruxelles. Environ 750 sionistes éminents de près de 40 pays du monde, et notamment des délégués des organisations sionistes internationales, comme l'O.S.M., le C.J.M. le B'nai B'rith, l'Union mondiale des étudiants juifs et d'autres, s'y sont donnés rendez-vous.¹¹⁷

Par précaution, ils avaient pris leur distance à l'égard de la Ligue de défense des Juifs et de son führer trop tapageux que les autorités bruxelloises ont prestement expulsé du pays. Kahane n'a pas eu l'honneur de siéger à la présidence de la conférence avec des représentants de l'élite sioniste comme Ben Gourion, Arthur Goldberg,

Paddy Chayevsky, Otto Preminger et Hans Morgenthau. Seul Begin et quelques autres, proches du Herut, s'étaient prononcés pour l'admission de Kahane, dans la salle de la conférence. Il y était d'ailleurs presque présent. Les organisateurs de cette réunion avaient tiré de l'arsenal de la Ligue de défense des Juifs tout ce qui pouvait servir l'antisoviétisme « respectable » en s'appliquant à éviter les actions à la limite de ce qui peut être puni par la loi. Mais le fond de leur activité est exactement le même que chez les S.A. de Kahane. Entre les actions « respectables » et celles des voyous sionistes antisoviétiques, il n'y a qu'une différence de méthode. Pour nous en assurer, voyons ce que les bonzes sionistes ont apporté à leur réunion de Bruxelles, de quels actes indignes ils se sont vantés. J'ai devant moi le dossier des comptes rendus des organisations sionistes régionales et locales, groupées dans un front commun antisoviétique.

Comme il fallait s'y attendre, le rapport le plus volumineux vient du centre américain du sionisme international. Deux cents délégués des Etats-Unis représentaient à Bruxelles l'American Jewish Conference on Soviet Jewry (AJCSJ), fondée en 1964 et qui groupe à présent 28 grandes organisations sionistes agissant à la fois à l'échelle américaine et internationale. Leur simple énumération permet de voir comment les organisations sionistes, opérant sous différentes enseignes, s'unissent sur la base de l'antisoviétisme.

Quelles sont ces organisations ? Le Congrès juif américain, l'une des plus grandes associations juives des Etats-Unis (30 000 membres) dont les sionistes se sont entièrement approprié la direction (un pareil transfert de pouvoir s'est

opéré dans la plupart des organisations juives des Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale et, surtout, après sa fin.) ¹¹⁸ Le B'nai B'rith, l'une des organisations sionistes les plus importantes numériquement, fondée en 1843, elle compte environ 500 000 membres groupés dans plus de 5 000 loges dont l'action s'étend sur le territoire de 42 pays (cette organisation comprend surtout des représentants des milieux financiers, politiques, scientifiques et littéraires, c'est « l'élite intellectuelle » du sionisme). L'Anti-Defamation League qui dépend du B'nai B'rith est une organisation dont le but est la propagande des idées sionistes, la publication d'écrits sionistes, en premier lieu anticomunistes. Le B'nai B'rith Women (137 000 membres) est une organisation sioniste très antisoviétique, membre du B'nai B'rith. ¹¹⁹ Le Comité syndical juif, association des sociaux-démocrates de droite d'origine juive, exerce une influence considérable sur les ouvriers juifs des Etats-Unis et du Canada, et compte 500 000 membres. ¹²⁰ A ce comité adhèrent une série de groupes et de « partis » sionistes d'orientation bundiste, les représentants du sionisme dit « socialiste » que nous avons déjà jugé plus haut, le Conseil syndical américain de l'Histadrut et d'autres trade-unions sionistes, en particulier les Femmes pionniers (45 000 membres), le Cercle ouvrier et d'autres. ¹²¹ La Hadassah, importante organisation sioniste féminine qui possède aux Etats-Unis seulement 1 380 sections groupant 318 000 membres et publie la revue *Hadassah* tirée à 320 exemplaires, qui est connue pour ses tendances anticomunistes et antisoviétiques. ¹²² Le Conseil national des femmes juives, organisation sioniste féminine, spécialisée dans le travail

auprès de la population non juive des Etats-Unis et, en particulier, dans la recherche d'appui du côté des organisations féminines noires et autres, participe activement à l'organisation de meetings et de manifestations antisoviétiques, organise la propagande auprès des congressmen américains.

La filiale américaine, les Femmes de Mizrachi, de l'Organisation sioniste internationale opérant sous le même nom, possède de nombreuses sections à travers les Etats-Unis. Elle compte au total 50 000 membres. L'Organisation sioniste d'Amérique (180 000 membres), créée en 1897, est l'une des organisations fondatrices de l'AJCSJ. Elle se livre à une active propagande antisoviétique et publie plusieurs revues. Fait actuellement paraître et distribue des masses de documents calomnieux sur de prétendues « persécutions » des Juifs en U.R.S.S.¹²³ La Fédération sioniste américaine, fondée en mai 1970, a des sections dans 47 Etats des Etats-Unis. Les organisations religieuses juives des Etats-Unis participent aussi aux activités de l'AJCSJ. Il s'agit de l'Union des congrégations orthodoxes juives d'Amérique qui groupe 3 100 synagogues,¹²⁴ de la Ligue nationale féminine de la synagogue unifiée d'Amérique (200 000 membres), et plusieurs autres organisations.¹²⁵ L'AJCSJ recevait une aide considérable de la Conférence des présidents des principales organisations juives, dirigée par William A. Wexler, ainsi que du Conseil des fédérations et fonds de bienfaisance juifs, qui a à sa tête Max M. Fisher. Le personnel des organismes dirigeants de l'AJCSJ est fourni par le Conseil consultatif national de liaison des communautés juives. Ce conseil qui a des bureaux dans 87 villes et qui

reste en contact avec les centres des communautés juives de 150 autres villes assume également la coordination des activités d'AJCSJ.¹²⁶

Ce n'est pas par hasard que nous avons analysé si minutieusement la structure de l'AJCSJ. L'étude de ce conglomerat d'organisations sionistes permet de se faire une idée de l'ampleur des activités du puissant lobby qui œuvre aux Etats-Unis en faveur du sionisme international et, en particulier, de l'Etat d'Israël. Ce lobby dispose d'un appareil bien rodé pour mobiliser l'opinion publique, il a énormément de relations avec des hommes politiques et des personnalités publiques des Etats-Unis, et peut faire pression non seulement sur certains membres du gouvernement, mais aussi sur la direction des deux partis politiques, et même sur le maître de la Maison Blanche.

Ce lobby dispose de milliards de dollars, contrôle 80% des agences d'information américaines et internationales qui prêtent leurs services aux journaux et aux revues de presque tous les pays capitalistes. Comme l'avoue avec suffisance le *Jewish Chronicle*, les sionistes contrôlent la moitié de toutes les revues paraissant aux Etats-Unis, la moitié des stations de radio, les trois quarts des bureaux des journaux américains à l'étranger, des revues et des agences de presse.¹²⁷ La propagande sioniste la plus active est faite par l'Agence télégraphique juive, porte-parole de l'O.S.M. ; 135 « fonds de sécurité sociale » contrôlés par la Fédération américano-juive ont été créés aux Etats-Unis pour financer l'agence. Le *New York Times*, qui appartient au capital sioniste, est également une sorte d'agence de presse. Son service de nouvelles fournit des informations à 72 journaux des Etats-Unis, du Canada et d'Eu-

rope. « En règle générale, écrit A. Lilienthal dans *The Other Side of the Coin*, presque tous les journaux, stations de radio et de télévision des Etats-Unis font la propagande du point de vue pro-israélien sioniste. »¹²⁸

L'influence qu'un si prodigieux appareil de pression exerce sur l'opinion publique des Etats-Unis et sur ceux qui font la politique étrangère n'est pas à sous-estimer. Le Consortium sioniste international se sert activement des possibilités financières et de propagande pratiquement illimitées de son centre américain dans la guerre des nerfs contre les pays socialistes, et avant tout contre l'Union Soviétique.

Dans le rapport qu'elle a soumis à la Conférence de Bruxelles, l'American Jewish Conference on Soviet Jewry a cité surtout des faits déjà connus concernant sa participation concrète à la campagne antisoviétique, en évitant de parler de ses contacts étroits avec les services de renseignements des Etats-Unis. Mais les faits cités suffisent à montrer l'intensité de cette campagne, l'ampleur qu'elle a déjà atteinte. Le rapport de l'AJCSJ nous apprend l'existence d'un programme détaillé de vaste participation des membres de la communauté juive des Etats-Unis aux plus diverses manifestations antisoviétiques. Il s'agit de manifestations devant les ambassades soviétiques, de marches de protestation et de meetings antisoviétiques, de séminaires et de symposiums qui sont des sortes de « lavages de cerveaux » des participants, dans un esprit antisoviétique et anticomuniste, de la publication de pamphlets sur l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes, de prières spéciales pour les Juifs vivant derrière le « rideau de fer », de la création de monuments à

la mémoire des Juifs massacrés par les nazis, mais... obligatoirement sur des bases antisoviétiques.

L'AJCSJ fait savoir que, depuis la fin de 1969, a été déployée aux Etats-Unis une campagne « coordonnée » pour collecter les signatures des gouverneurs des Etats sous une « déclaration au nom des Juifs d'U.R.S.S. » cuisinée par les sionistes. Cette campagne s'est poursuivie jusqu'à février 1970. A ce moment-là, l'AJCSJ avait réussi à obtenir la signature de 30 gouverneurs d'Etat, sans compter les nombreuses signatures de maires et de fonctionnaires municipaux. Souvent, la collecte des signatures se faisait au cours d'importantes manifestations antisoviétiques organisées par les sionistes. En même temps, les journaux publiaient des placards publicitaires (une des formes d'appels à l'opinion et au gouvernement utilisées aux Etats-Unis par les groupes de pression et les lobbistes) d'inspiration antisoviétique.

Dès février 1970, c'est-à-dire peu après l'appel de Golda Meir en faveur d'une « campagne totale » contre l'U.R.S.S., les organisations sionistes américaines, de l'aveu même des auteurs du rapport de la Conférence « redoublèrent d'effort » dans leur campagne antisoviétique. Plusieurs centaines de personnes étroitement liées à l'« élite intellectuelle » sioniste organisèrent une conférence de presse antisoviétique qui adopta un « message de solidarité avec les Juifs soviétiques » auquel fut assurée une large publicité. Sous la pression des sionistes, plus de 1 300 savants et enseignants d'une centaine de collèges américains ont signé cet appel. La filiale américaine de la B'nai B'rith prend une part particulièrement active à cette entreprise. Les membres de cette or-

ganisation ont fondé un Comité académique sur la situation des Juifs en U.R.S.S. présidé par un sioniste éminent, « soviétologue » connu aux Etats-Unis, Hans J. Morgenthau, professeur du City College à New York. Ce comité a réuni environ 3 200 membres représentant 180 écoles supérieures des Etats-Unis. Le comité a organisé plusieurs symposiums et conférences « scientifiques » consacrés à l'« antisémitisme soviétique ».

Parallèlement à ce type d'études, les sionistes américains ont fondé une maison d'édition spécialisée dans les « problèmes des Juifs d'U.R.S.S. ». Certaines brochures et tracts antisoviétiques sont tirés à plus d'un million d'exemplaires, ce qui est très rare aux Etats-Unis. En même temps, les sionistes inondent les journaux, la radio et la télévision des Etats-Unis d'écrits antisoviétiques, d'annonces payées spécialement rédigées, de spectacles cinématographiques et télévisés réalisés dans un esprit d'anticommunisme antédiluvien. Les auteurs du rapport de l'AJCSJ soulignent que les stations de radio américaines transmettent « plusieurs programmes périodiques et réguliers sur les Juifs de l'U.R.S.S. »¹²⁹

On peut se faire une idée des ouvrages antisoviétiques publiés par les sionistes, en lisant la lettre parue le 30 décembre 1970 dans le *New York Times* sous la signature de « savants » et « intellectuels » comme Theodore M. Hesburg, Arthur Miller, Hans J. Morgenthau, Bayard Rustin, Telford Raylor, etc. Les auteurs de la lettre prétendent qu'en U.R.S.S. « on procède, à l'échelle du pays, à une opération de prolice secrète, dirigée contre les Juifs militants qui se sont risqués à étudier en secret l'histoire des Juifs et l'hébreu ». ¹³⁰ Ils osent écrire ceci alors qu'à l'Univer-

sité de Léninegrad le professeur Issaac Vinnikov donne des conférences sur la sémitologie et les études hébraïques, au cours desquelles il étudie avec ses élèves les textes de la Bible, alors qu'un groupe de savants soviétiques s'apprête à publier (à grand tirage d'ailleurs) un dictionnaire russe-hébreu. Mais que sont les faits pour les sionistes, professionnels de l'antisoviétisme ! L'objectif de leur « étude » de la vie des Juifs en U.R.S.S., dont il n'est jamais question autrement qu'en l'appelant « nation asservie »¹³¹ (terme récemment mis en usage par la revue *Congress Bi-Weekly* publiée par le Congrès juif américain), demeure la calomnie du pouvoir soviétique et du communisme.

La campagne antisoviétique des sionistes prit un caractère authentiquement hystérique lorsque l'on apprit qu'une bande de criminels de droit commun, parmi lesquels il y avait des Juifs, allait être jugée pour une tentative de détournement d'avion près de la frontière soviéto-finlandaise. Parlant à ce propos au Knesseth, le Secrétaire général du Parti communiste d'Israël Meir Vilner a vigoureusement riposté aux « défenseurs » sionistes de la bande criminelle jugée par un tribunal soviétique. « Tous ces bavardages, dit-il, prétendant que les Juifs sont jugés (à Léninegrad. — *Note de l'Auteur*) uniquement parce qu'ils sont Juifs, ne sont que calomnie et rien de plus, ne serait-ce que parce qu'on trouve des Russes parmi ceux qui avaient voulu détourner l'avion.

Tous ces bavardages pour dire que les Juifs sont jugés uniquement parce qu'ils ont déposé une demande pour émigrer en Israël, ne sont que calomnie et rien d'autre, parce que beaucoup ont reçu l'autorisation de se rendre d'Union Soviétique en Israël.

L'hystérie antisoviétique autour du thème juif a toujours été et reste aujourd'hui un élément de la guerre froide globale contre l'Union Soviétique, guerre froide dont l'un des objectifs est de détourner l'opinion mondiale de la grave situation qui s'est créée dans les territoires occupés (par Israël. — *Note de l'Auteur*) et de la situation des Noirs aux Etats-Unis. »¹³²

Comme nous le savons, les sionistes, dans la guerre froide contre l'U.R.S.S. ont toujours fait front commun avec l'impérialisme US. Ils n'ont pas trahi cette alliance dans les années 70. Bien plus, comme ce fanatique qui voudrait être plus royaliste que le roi, ils ont tout fait pour compliquer les rapports soviéto-américains, pour provoquer aux Etats-Unis et dans d'autres pays capitalistes une explosion d'antisoviétisme. On sait que cela se faisait aussi bien au moyen de bombes qui éclataient dans les missions diplomatiques de l'U.R.S.S. qu'en poussant certaines personnalités en vue à faire des déclarations antisoviétiques.

Les leaders de l'AJCSJ sont fiers d'annoncer dans leur rapport que, sous la pression des sionistes, de telles déclarations ont été faites par plusieurs sénateurs et membres de la Chambre des représentants du Congrès américain. Bien plus, le Département d'Etat s'est déclaré « préoccupé » du sort des Juifs d'U.R.S.S. Ses représentants à l'O.N.U. et dans certains de ses comités ont reçu pour consigne de « rechercher l'examen de la question des Juifs soviétiques dans les forums de l'O.N.U. » Jusqu'au président Nixon qui a rejoint la campagne antisoviétique des sionistes. Avec son approbation, la station la « Voix de l'Amérique » a formé un groupe spécialement

chargé de rédiger des programmes « Sur la situation des Juifs en U.R.S.S. » Le compte rendu de l'AJCSJ dit que le personnel de ce groupe a été fourni à l'Agence d'information des Etats-Unis par le Congrès juif américain.¹³³

Parallèlement à une vaste campagne de lobby pour obtenir l'appui du gouvernement des Etats-Unis et du Congrès, les sionistes ont déployé une vaste campagne de persécutions contre les citoyens soviétiques qui travaillent aux Etats-Unis ou qui viennent dans ce pays pour un bref séjour.

Nous avons déjà dit comment cela est pratiqué par les nervis de Kahane. Leurs collègues « respectables » en sionisme opèrent dans le cadre de la légalité. Mais eux aussi ne manquent aucune occasion de « harceler les Soviétiques ». A la Conférence de Bruxelles, les sionistes américains ont fait circuler un tract indiquant les numéros de téléphone des citoyens soviétiques travaillant aux Etats-Unis. Les auteurs du tract invitaient à composer ces numéros pour exprimer leurs protestations concernant la situation des Juifs en U.R.S.S. Le tract avertissait que, si les numéros étaient changés, les organisations sionistes se chargeraient de fournir les nouveaux numéros.

Impossible d'énumérer toutes les « mesures » que les sionistes des Etats-Unis prennent pour « harceler les Soviétiques », exciter l'antisoviétisme à l'échelle globale. D'après le rapport de l'AJCSJ, on peut voir à quel point la campagne antisoviétique, que les sionistes poursuivent un peu partout, est violente et tapageuse. Des rapports identiques ont été présentés à la Conférence de Bruxelles par les sionistes de Grande-Bretagne, de Belgique, de France, des Pays-Bas,

d'Amérique latine, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, etc., sans parler d'organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe et l'Internationale socialiste qui ont aussi rendu compte à Bruxelles de leur activité antisoviétique.

Bien que les participants à la Conférence de Bruxelles aient fini par s'entr'égorger, on ne trouve pas d'autre terme, elle fut quand même une sorte d'« école » pour l'échange de l'expérience accumulée en deux ans de violente campagne antisoviétique. Une masse d'ouvrages antisoviétiques, des rapports en réunions plénières et dans les commissions, des moyens bien rodés de pression sur l'opinion, les gouvernements des pays où les sionistes opèrent, tout cela est utilisé par les organisateurs d'une campagne antisoviétique, bien coordonnée et généreusement subventionnée.

Ce n'est pas par hasard qu'après la conférence la campagne antisoviétique est devenue encore plus violente. La seule preuve en sont les nouveaux actes terroristes contre des Soviétiques aux Etats-Unis et aux Pays-Bas, les nouvelles actions calomnieuses de la propagande sioniste.

Ce n'est certes pas le souci des « frères de sang » qui provoque les lamentations sionistes au sujet des « persécutions » des Juifs en U.R.S.S. Ce que les sionistes ne peuvent pas pardonner à l'Union Soviétique, c'est précisément l'absence d'antisémitisme qui encouragerait les citoyens soviétiques d'origine juive à aller vivre en Israël. Le journal britannique *Guardian* écrit que « la Russie représente l'ultime réservoir d'émigrés éventuels, car il existe des témoignages de poids montrant que les membres des communautés jui-

ves des Etats-Unis ont perdu le désir d'aller en Israël pour cultiver le désert au nom du sionisme », ¹³⁴

La haine des sionistes pour le socialisme, le rôle de saboteurs idéologiques dans la guerre des idées que l'impérialisme poursuit contre le socialisme expliquent l'appui sans réserve que le capital international accorde au sionisme. Dans cette guerre, deux objectifs principaux sont fixés aux dirigeants sionistes ; essayer de discréditer l'image du socialisme, ses idées aux yeux des travailleurs des pays capitalistes et ébranler dans la mesure du possible les convictions communistes des travailleurs des pays socialistes.

A cet objectif se trouve subordonnée toute la propagande sioniste dirigée vers l'Union Soviétique et les autres pays socialistes. Elle ne se borne pas aux émissions de radio d'« Europe libre » où les sionistes sont très actifs, ni aux émissions en russe, yiddish et hébreu de la « Voix d'Israël », ni à la publication de feuilles antisoviétiques telles que *Les Juifs en Europe de l'Est*, et d'autres publications du même genre.

Parallèlement à des attaques terroristes de provocation, le consortium sioniste international essaie de s'immiscer directement dans les affaires intérieures de l'Union Soviétique, se livre à une franche activité d'espionnage et de sabotage.

Ces dernières années, le consortium sioniste international a essayé, avec l'aide de touristes, de certains journalistes accrédités en U.R.S.S., d'hommes d'affaires ou d'étudiants stagiaires, d'organiser la livraison en Union Soviétique d'ouvrages sionistes en russe, d'organiser en U.R.S.S. un sionisme clandestin.

Des brochures en format de poche, soigneusement imprimées sur papier pelure, contiennent les plus ignobles calomnies contre la politique du gouvernement soviétique. Des zéloteurs anonymes qui revendiquent le droit de parler au nom de tous les Juifs s'appliquent à dénigrer le régime socialiste et la réalité soviétique.

Ils ne font pas que calomnier, ils donnent des consignes, comme par exemple cette revue sioniste *Retour au pays* ! : « La guerre doit se faire par tous les moyens : des lettres anonymes envoyées à l'Ouest jusqu'à l'action ouverte... »

Ils s'occupent de recruter de nouveaux partisans sans manquer l'occasion d'exposer leurs idées aux néophytes : « Le principe fondamental du travail d'un sioniste, dit une de ces brochures, est fort simple : un sioniste doit être sioniste à chaque instant de sa vie. A chaque événement de sa vie, qu'il soit important ou minime, il doit se demander s'il n'existe pas un moyen d'utiliser cet événement pour le bien de notre cause. Aucune rencontre, aucune promenade ne doit être perdue. » ¹³⁵

Il est facile de deviner de quels « biens » et de quelle « cause » se préoccupent les sionistes.

La presse soviétique a parlé d'un de ceux qui s'étaient laissés prendre à l'appât sioniste : Solomon Dolnik, arrêté le 26 mai 1966 et condamné pour activité antisoviétique. Qu'est-ce qui a poussé Dolnik à trahir ? L'instruction a montré qu'à l'origine de sa chute il y avait ses contacts permanents avec les membres de l'ambassade israélienne à Moscou avant la rupture des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et Israël. Dolnik fut l'objet d'un conditionnement sioniste

intense, on lui a fourni une littérature appropriée, répété que sa patrie n'était pas l'Union Soviétique, mais Israël. ¹³⁶

Qui se trouve donc derrière les éditeurs des brochures sionistes en russe ? C'est la CIA et les services d'espionnage israéliens. C'est aussi le millionnaire sioniste Bernard Deutsch de Brooklyn. Ce même Deutsch qui a assuré l'entretien de la ligue pour le rapatriement des Juifs russes, le parti sioniste fasciste Herut et le mouvement « Pour un grand Israël ». Il s'agit du même Deutsch qui paye à la pièce les provocations antisoviétiques et les actes terroristes de la Ligue de défense des Juifs dirigée par M. Kahane. C'est encore lui qui subventionne généreusement les tournées de propagande à travers les Etats-Unis des traîtres et renégats comme D. Sperling et J. Kazakov. Deutsch n'est pas seulement un sioniste antisoviétique jouant les mécènes, c'est un ultra fasciste, et les organisations sionistes « respectables » ne tiennent pas à afficher leurs contacts avec lui. ¹³⁷

Cependant, les organisations sionistes « respectables » et celles des nervis accomplissent la même tâche ignoble ; la différence entre elles n'est que de tactique.

Les « attaques psychiques » du sionisme provoquent la légitime indignation de tous les Soviétiques, aussi bien Juifs que non-Juifs, qui ne reconnaîtront jamais au sionisme le « droit » de parler au nom des citoyens soviétiques d'origine juive.

L'indignation suscitée par les actes de provocation du sionisme international, par sa révoltante campagne antisoviétique, par la criminelle politi-

que des milieux sionistes dirigeants d'Israël grandit partout.

Le rassemblement sioniste de Bruxelles a été condamné par d'importantes organisations juives d'Uruguay, des Pays-Bas, de France, de Grande-Bretagne et d'autres pays. Le *New York Times*, journal à sympathies sionistes, est contraint de reconnaître qu'« au sein de la jeunesse juive des Etats-Unis est apparu un groupe petit, mais de plus en plus nombreux, de gens déçus par Israël (autrement dit, par sa politique sioniste. — *Note de l'Auteur*).¹³⁸

Même en Israël, beaucoup comprennent que les milieux dirigeants de cet Etat entraînent le pays dans une voie dangereuse et que la seule voie juste pour Israël, comme le soulignent les communistes israéliens, ne peut être que celle « de la lutte avec les Arabes contre l'impérialisme et non pas avec l'impérialisme contre les peuples arabes ». Mais précisément une telle orientation n'est pas dans l'intérêt des sionistes et de leurs patrons impérialistes. Ils s'obstinent dans leur politique d'expansion territoriale, cultivent le racisme, le chauvinisme et l'antisoviétisme, ignorent toutes les propositions de la R.A.E. et d'autres Etats pacifiques pour le règlement de la crise au Proche-Orient.

Dans le rapport d'activité du C.C. du P.C.U.S. au XXIV^e Congrès, le Secrétaire général du C.C. du Parti communiste de l'Union Soviétique, Léo-nide Brejnev, a dit : « Le rejet de toutes ces propositions par le gouvernement d'Israël et les prétentions arrogantes ouvertement avancées maintenant par Tel-Aviv à propos des terres arabes montrent tout à fait clairement qui barre la voie de la paix au Proche-Orient, par la faute de qui

un dangereux foyer de guerre subsiste dans cette région du monde. En même temps, on voit de mieux en mieux le rôle malfaisant de ceux qui encouragent les extrémistes israéliens, le rôle de l'impérialisme américain et du sionisme international en tant qu'instrument des milieux impérialistes agressifs. » ¹³⁹

Ce rôle de valet de la réaction impérialiste, les sionistes ne sauraient le cacher derrière des propos nationalistes sur « la mission historique de la nation élue », derrière le mysticisme religieux et la démagogie sociale. On en sait trop sur leurs actes criminels, on en sait autant sur leurs projets qui sont non moins criminels.

Les leaders du sionisme international ont beau vociférer et se déchaîner pour implanter leur idéologie dans les esprits des Juifs qui vivent dans les pays capitalistes et, à plus forte raison, des Juifs qui vivent dans les pays socialistes, leur droit de parler au nom de « tous les Juifs » est manifestement en faillite, de même que le sionisme lui-même est en faillite, comme toute théorie nationaliste cherchant à prouver la supériorité d'un peuple sur les autres ou son opposition à ces peuples. Le peuple soviétique ne permettra pas aux agents sionistes d'opérer dans son milieu, de provoquer l'hostilité dans la famille multinationale unie qui, depuis plus de 50 ans, bâtit victorieusement une société nouvelle, où il ne peut y avoir place pour une classe d'exploiteurs alimentant le sionisme, où l'antisémitisme a été extirpé à jamais et interdit par la loi, comme toute forme de racisme, alors qu'il est légal et prospère en Israël. Quels que puissent être les résolutions et appels lancés par messieurs les sionistes, quelles que soient les « marches » sur Washington organisées

par les nervis sionistes du genre Kahane, leurs projets de gagner les esprits des citoyens soviétiques d'origine juive, de même que leurs projets de provoquer l'antisémitisme en U.R.S.S. et dans d'autres pays socialistes échoueront comme ils ont échoué plus d'une fois.

BIBLIOGRAPHIE

1. V. Lénine, Œuvres, t. 19, p. 18.
2. *Izvestia*, 23. 7. 1969.
3. *Information Bulletin Communist Party Israel* (IB CPI), 3/4-69, Tel-Aviv, p. 202.
4. Karl Marx. Œuvres complètes. Œuvres philosophiques, Paris 1946, t. 1, pp. 207-208.
5. Voir F. Lundberg. *The Rich and the Super Rich*, N. Y. 1969 ; étude de E. Evséev *Le capital sioniste, appui d'Israël*, parue dans la revue *La Vie Internationale* n° 10, 1969.
6. V. Lénine. Œuvres, t. 32, p. 25.
7. V. Jabotinski, *L'Etat juif*, Kharbine 1938, p. 45, éd. russe.
8. Fayez A. Sayegh. *Zionist Colonialism in Palestine*, Beirut 1965, p. 6.
9. N. Sokolow. *History of Zionism*, London, vol. II, p. 371.
10. Voir T. Herzl. *Œuvres complètes de discours et d'articles sur le sionisme*, Bélostok 1905, p. 257, éd. russe.
11. V. Jabotinski. *L'Etat juif*, pp. 19-20.
12. V. Lénine. Œuvres, t. 7, p. 99.
13. *Grande Encyclopédie de l'U.R.S.S.*, t. 24, p. 105, 1932, éd. russe.
14. *Labour Monthly*, London, Feb. 1970.
15. *The Communist International. 1919-1943. Documents*, vol. I, London 1956, p. 366.
16. IB CPI 3/4-69, p. 190.
17. D'après les archives centrales d'Etat de la Révolution d'Octobre.
18. V. Jabotinski. *Critiques du sionisme*, Odessa 1905, éd. russe.
19. A. Likholat. *L'écrasement de la contre-révolution nationaliste en Ukraine (1917-1922)*, Moscou 1954, p. 168, éd. russe.
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*, p. 167.
22. V. Lénine. Œuvres, t. 30, p. 111.

23. Citation d'après Y. Ivanov *Attention, le sionisme !*, Moscou 1971, p. 89, éd. russe.
24. N. Sokolow. *History of Zionism*. Vol. I, pp. XXIV-XXV.
25. William Holliday, *Zionism-Judaism. Is the Old Testament Zionist ? Christian Center Forum*, Beirut 1968, pp. 4-5.
26. Sami Hadawi. *Bitter Crop*, N. Y. 1967, p. 46.
27. IB CPI 3/4-69, p. 191.
28. D'après les archives centrales d'Etat de la Révolution d'Octobre.
29. *Témoignage Chrétien*, 21. I. 1971, p. 10.
30. *Newsweek*, 1. 3. 1971.
31. *Survey of Palestine*, Beirut, pp. 141, 185, 372, 376, 667.
32. *New York Book Review*, 3. 8. 1967.
33. *Der Spiegel*, 19. 12. 1966.
34. M. Edelman. *A Political Biography of Ben Gourion*, London 1964, p. 92.
35. IB CPI 3/4-69. p. 194.
36. *Le procès de Nuremberg*, Moscou 1959, t. 4, p. 659, éd. russe.
37. *Ibid.*
38. Y. Ivanov. *Attention, le sionisme !*, p. 82.
39. IB CPI 3/4-69, p. 196.
40. John et David Kimche. *The Secret Roads*, London 1955, p. 27.
41. *Der Spiegel*, 19. 12. 1966.
42. Cité d'après *Sionisme, arme empoisonnée de l'impérialisme*, Moscou 1970, p. 118, éd. russe.
43. *Le procès de Nuremberg*, t. 4, p. 659.
44. *Ibid.*, p. 684.
45. *The Neighbour*, N. Y., 1937.
46. *Le procès de Nuremberg*, t. 4, p. 693.
47. *Ibid.*, pp. 712-713.
48. Hannah Ardent. *Eichmann in Jerusalem*. London 1963, p. 37.
49. *Der Spiegel*, 19. 12. 1966.
50. IB CPI 3/4-69, pp. 190-191.
51. Alfred Lilienthal. *The Other Side of the Coin*, N. Y. 1965, p. 19.
52. A. R. Taylor. *Prelude to Israel*. N. Y. 1959, pp. 60-61.
53. *Der Spiegel*, 19. 12. 1966.
54. *Ibid.*
55. Cité d'après *Sionisme, arme empoisonnée de l'impérialisme*, pp. 118-119.

56. *Le procès de Nuremberg*, t. 4, pp. 688-689.
57. *Ibid.*, p. 686.
58. *Der Spiegel*, 19. 12. 1966.
59. *Ibid.*
60. Voir A. Lilienthal. *The Other Side of the Coin*, pp. 95-100, ainsi que J. et D. Kimche. *The Secret Roads*, p. 54.
61. *Krasnaia Zvezda*, 28. 2. 1970.
62. *Le procès de Nuremberg*, t. 4, pp. 693-694.
63. *Ibid.*, p. 713.
64. *Ibid.*, p. 692.
65. M. Sneh. *Conclusion on the National Question...* Tel-Aviv 1954 (Chapter «Zionism, the instrument of Jewish imperial bourgeoisie and imperialism»).
66. *Maariv*, 24. 4. 1966.
67. IB CPI 3/4-69, p. 197.
68. *Le procès de Nuremberg*, t. 4, pp. 723-725.
69. Hannah Ardent. *Eichmann in Jerusalem*, p. 38.
70. *Le procès de Nuremberg*, t. 4, pp. 723-724.
71. Voir V. Prakhié. *La vérité sur la «terre promise»*, Odessa 1969, éd. russe.
72. IB CPI 3/4-69, p. 197.
73. *Maariv*, 24. 4. 1966.
74. J. et D. Kimche. *The Secret Roads*, p. 13. Voir *Horizont* («Juden gegen Wage») n° 37, Berlin, 2. 9. 1970.
75. *Pravda*, 12. 3. 1970.
76. *Herut*, 25. 5. 1964.
77. H. M. Sacher *Israel, the Establishment of the State*, p. 34.
78. Robert A. Dahl. *Congress and Foreign Policy*. N. Y. 1950, p. 56.
79. A. R. Taylor. *Prelude to Israel*, pp. 88-89.
80. IB CPI 3/4-69, p. 204.
81. *Al Hamishmar*, 5. 8. 1952.
82. Richard Dudman. *Men of the Far Right*. N. Y. 1962, pp. 158-159.
83. *The Department of State Bulletin*, 16. 3. 1964, pp. 390-396.
84. *Washington Evening Star*, 15. 5. 1968.
85. IB CPI 3/4-69, pp. 209-210.
86. Socialist International Information, 1966-1967.
87. *Times*, 13. 2. 1971.
88. Cité d'après *Sionismus*. Praha 1970, p. 175.
89. IB CPI 3/4-69, p. 191.

90. *La leçon à tirer de l'évolution de crise au sein du Parti communiste de Tchécoslovaquie et de la société depuis le XIII^e Congrès du P.C.T.,* Moscou 1971, p. 27, éd. russe.
91. Y. Ivanov. *Attention, le sionisme !*, pp. 184-185, éd. russe.
92. *Maariv*, 6. 10. 1968.
93. *Pravda*, 6. 8. 1969.
94. *Rudé Právo*, 10. 3. 1970.
95. *Sionismus*, p. 180.
96. *Ibid.*
97. *Pravda*, 6. 8. 1969.
98. Y. Ivanov. *Attention, le sionisme !*, p. 156.
99. *Ibid.*, pp. 156-157.
100. *Ibid.*
101. Cité d'après V. Strépétov, *La sinistre toile d'araignée*, Léninegrad 1965, p. 12.
102. *Newsweek*, 25. 1. 1971.
103. *New York Times*, 13. 1. 1971.
104. Sami Hadawi. *Palestine in Focus*. Beirut 1968, p. 51.
105. *Ibid.*, p. 46.
106. *Komsomolskaïa Pravda*, 15. 9. 1970.
107. *New York Times*, 13. 1. 1971.
108. M. Newberry. *Iehou*. Moscou 1966, p. 118-119.
109. *Daily World*, 14. 1. 1971.
110. *Izvestia*, 25. 1. 1971.
111. IB CPI 3/4-69, p. 201.
112. *Daily World*, 14. 1. 1971.
113. *Daily World*, 13. 2. 1969.
114. *Times*, 18. 1. 1971.
115. *Daily World*, 12. 1. 1971.
116. IB CPI 2/71, p. 39.
117. *Daily World Magazine*, 20. 3. 1971.
118. *Encyclopedia of Associations*, Volume I. National organizations of the United States, Detroit 1964, p. 732.
119. *Ibid.*, p. 735.
120. *Ibid.*, p. 740.
121. *Ibid.*, p. 746.
122. *Ibid.*, p. 738.
123. *Ibid.*, p. 742.
124. *Ibid.*, p. 748.
125. *Ibid.*, p. 746.
126. Documents. « Conférence mondiale des communautés juives sur les Juifs d'U.R.S.S. » Bruxelles, 23-25 février 1971, « American Jewish Conference on Soviet

- Jewry », a Summary Report on Activity During 1970, p. 1.
127. *Jewish Chronicle*, 5. I. 1968.
 128. Alfred Lilienthal. *The Other Side of the Coin*, p. 112.
 129. « American Jewish Conference on Soviet Jewry », a Summary Report on Activity During 1970, pp. 3-21.
 130. *New York Times*, 30. 12. 1970.
 131. *Congress Bi-Weekly*, 22. 1. 1971.
 132. *The Communist Party of Israel in the Knesseth about the Leningrad Trial*», Press Release IB CPI, 22. 12. 1971, pp. 1-3.
 133. « American Jewish Conference on Soviet Jewry », a Summary Report on Activity During 1970, p. 9.
 134. *Guardian*, 7. 1. 1971.
 135. *Pravda*, 19. 2. 1971.
 136. Y. Ivanov. *Attention, le sionisme !*, p. 165.
 137. *Nédélia*, n° 3 (567), 1971, p. 16.
 138. *New York Times*, 17. 2. 1971.
 139. « Rapport d'activité du Comité central du P.C.U.S. au XXIV^e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique ». *Le XXIV^e Congrès du P.C.U.S. Documents*, Editions de l'Agence de Presse Novosti, Moscou 1971, p. 41.

В. Большаков

АНТИКОММУНИЗМ — ПРОФЕССИЯ СИОНИСТОВ

на французском языке

Цена 25 коп.